



IFRE-USR 3077 du CNRS

Institut de recherche sur le Maghreb contemporain

Hors-série
Numéro spécial Libye

N° 1

LA LETTRE DE L'IRMC

Focus sur la Libye
contemporaine



Responsable scientifique du « Hors-série », n° 1 de *La Lettre de l'IRMC* : Oissila Saaidia
Coordinatrice du FSPI-JRSHS : Neila Saadi
Responsable éditoriale : Alexia Humbert
Iconographie, mise en page et couverture : Besma Ouraïed-Menneï
Impression : Simpack

Tunis - 2021

SOMMAIRE

Éditorial.....	7
Oissila Saaidia	

LA LIBYE D'AUJOURD'HUI

JEUNE RECHERCHE

<i>Variabilité climatique, chocs économiques et migrations internationales</i>	11
Hiba Ben Miftah	
<i>Les mutations spatiales dans le Mont Ouest : une étude géo-sociale</i>	14
Mohamed Ali Ahmed	

PROGRAMME DE RECHERCHE

<i>Genre et changement social : réseaux d'entraide des femmes libyennes en Tunisie</i>	16
<i>après 2011</i>	
Valentina Zagaria	
<i>La Cyrénaïque contestée : politique, identité et justice en période de troubles</i>	19
Thomas Hüsken et Amal Obeidi	

TRAVAUX DE RECHERCHE

<i>« Les migrants libyens en Tunisie : un enjeu majeur des dynamiques migratoires dans l'espace maghrébin »</i>	21
Emmanuel Alcaraz	
<i>« Le déplacement de la capitale provinciale de la Tripolitaine de Leptis Magna à Tripoli : modalités et datation »</i>	22
Hafed Abdouli	

COMPTE RENDU D'ACTIVITÉ

<i>Colloque international « La Libye d'aujourd'hui : société, politique et espace »</i>	23
Vanessa Aubry	
<i>Atelier d'écriture scientifique et de méthodologie en sciences humaines et sociales</i>	26
Manon Rousselle	
<i>Atelier méthodologique en sciences humaines et sociales à l'intention des étudiants libyens</i>	32
Manon Rousselle	

ENTRETIEN

<i>Entretien avec Kmar Bendana</i>	34
Oissila Saaidia	



LE PROJET « LA JEUNE RECHERCHE EN SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES : UN OUTIL DE DÉVELOPPEMENT AU SERVICE DE LA LIBYE »

PRÉSENTATION DU PROJET

<i>Projet de coopération scientifique et universitaire 2020-2021 « La jeune recherche en sciences humaines et sociales (JRSHS) : un outil au service de la Libye »</i>	39
Manon Rousselle	

COMPTE RENDU D'ACTIVITÉ

<i>MOOC « Méthodologies de la recherche en sciences humaines et sociales »</i>	45
Neila Saadi	
<i>Compte rendu Studio الخميس في</i>	48
Kmar Bendana et Jamie Furniss	
<i>Bourses d'accueil au profit des étudiant.e.s libyen.ne.s : encourager la mobilité des jeunes chercheur.e.s</i>	50
Neila Saadi	
<i>Séminaire de l'IRMC sur la Libye contemporaine</i>	55
Vanessa Aubry	

FONDS DOCUMENTAIRE

<i>Constitution d'un fonds documentaire au profit des partenaires universitaires libyens</i>	60
Sawssen Fray Belkadhi	

ENTRETIEN

<i>Entretien avec Jean-Pierre Cassarino, membre du comité scientifique du projet</i>	62
<i>Entretien avec Sourour Omran Mabrouk Rhouma, boursière et bénéficiaire du MOOC</i>	64
<i>Entretien avec la Direction de la coopération internationale de l'Académie libyenne des Hautes études de Tripoli</i>	65
<i>Entretien avec la Direction de la coopération internationale de l'Université de Tripoli</i>	67

CALENDRIER SCIENTIFIQUE	70
--------------------------------	----

ÉDITORIAL



Oissila Saaidia, Directrice de l'IRMC
Professeur des Universités en histoire contemporaine

La Libye a été l'un des axes prioritaires de mon directorat. Il est vrai que la mise en œuvre de nos programmes était et reste tributaire du contexte politique mais aussi, et surtout depuis plus d'un an, de la situation sanitaire liée à la pandémie. Toutefois,

l'IRMC a su tirer profit d'une position unique liée à son implantation en Tunisie. En effet, les relations historiques et la proximité entre les deux pays permettent des mobilités qui sont plus aisées qu'entre la Libye et l'Europe. De plus, grâce à l'investissement

de nos chercheurs associés tunisiens, il a été possible de mettre en place des activités en langue arabe. En d'autres termes, l'institut joue un rôle prépondérant, celui d'un pont entre l'Université tunisienne et l'Université libyenne, ainsi qu'entre les institutions françaises et européennes et cette dernière.

Mon ambition pour l'IRMC reposait sur un pari : celui de développer nos relations avec la Libye depuis la Tunisie. Ce programme n'a pu être conduit que grâce à un travail collectif mené par les chercheurs et soutenu par toute une équipe administrative.

C'est suite à une mission effectuée à Tripoli, en avril 2018, qu'un contact direct a été établi avec l'Université de Tripoli et l'Académie libyenne des Hautes études de Tripoli. S'il n'est pas possible de remercier l'ensemble des collègues libyens impliqués, je tiens à saluer les Présidents de l'Université de Tripoli et de l'Académie libyenne des Hautes études de Tripoli. Ma reconnaissance va aussi à l'Ambassade de France qui a organisé mon déplacement.

Dans la foulée, le colloque de 2018, le premier organisé depuis plus de vingt ans sur la Libye, s'est tenu à Tunis, à la Bibliothèque nationale et a bénéficié du soutien de nombreux bailleurs



ÉDITORIAL

internationaux. Il a réuni des universitaires en provenance de plusieurs pays, de différentes disciplines et nationalités. Il a surtout permis de contribuer, même modestement, à porter un autre regard sur la Libye.

Ce colloque a aussi posé les bases d'une collaboration qui devait s'avérer fructueuse : un premier atelier méthodologique était programmé (2019) et des bourses attribuées à des étudiants libyens. Puis, nous avons déposé un dossier auprès du Fonds de solidarité pour les projets innovants (FSPI) intitulé « La jeune recherche en sciences humaines et sociales, un outil de développement au service de la Libye », via le SCAC de Tripoli, auprès du ministère des Affaires étrangères français. En mars 2020, nous obtenions un financement substantiel, pour deux ans.

Le projet, coordonné par le Dr. Neila Saadi, maître-assistante en détachement de l'Université tunisienne, se décline en deux grands axes. Le premier est celui de la formation méthodologique qui se structure autour d'ateliers en présentiel ou à distance

(MOOC), de bourses de mobilité et de la constitution d'un fonds documentaire – papier et électronique – sur la Libye et à destination des universités partenaires. Le second regroupe des événements scientifiques : séminaires de recherche, conférences, colloque et publications.

Deux préoccupations majeures encadrent le FSPI : la jeunesse et le genre. Il est vrai que la parité a constitué un de nos objectifs tout comme les jeunes étudiants en sciences humaines et sociales (SHS) car ils sont l'élite de demain dont la Libye a besoin. Force est de constater que les universités sont, avec les municipalités, des agents de stabilité dans le pays, qu'elles ont continué à fonctionner et à rassembler des personnes en provenance de toute la Libye. La culture du débat est au cœur de la recherche scientifique et reste un outil à privilégier dans toute société démocratique qui ne peut se concevoir sans la présence des femmes.

Ces objectifs ont été atteints avec la collaboration étroite de nos partenaires sur le terrain. Un réseau d'*alumni* et de chercheurs

est en cours de structuration sous la supervision des membres du conseil scientifique du FSPI.

Les défis ont été nombreux, celui du Covid-19 n'étant pas l'un des moindres, et ils ont été relevés collectivement.

Ce premier hors-série de *La Lettre de l'IRMC*, dédié à la Libye, propose, outre un aperçu de la recherche contemporaine sur et depuis la Libye, un kaléidoscope de toutes nos activités depuis 2018. Ce *Focus sur la Libye contemporaine* témoigne autant de la vitalité, de la diversité de notre action, de la richesse et du dynamisme de l'IRMC, que de l'engagement de tous pour faire vivre ce beau projet.

C'est un sentiment de satisfaction et de reconnaissance que j'éprouve à la lecture de ce numéro : je suis certaine que cette première étape augure de développements ultérieurs encore plus prometteurs. La Libye reste ce grand pays méditerranéen, africain et maghrébin qui mérite toute l'attention des chercheurs en SHS, au premier rang desquels l'IRMC est amené à être l'une des têtes de pont.

Oissila SAAIDIA

LA LIBYE D'AUJOURD'HUI

Variabilité climatique, chocs économiques et migrations internationales

Hiba Ben Miftah



Doctorante
en économie
internationale
Faculté des sciences
économiques et de
gestion, Université
de Sfax

Depuis mars 2020, je prépare, sous la direction du professeur Chokri Abdennadher, un projet de thèse de doctorat intitulé *Variabilité climatique, chocs économiques et migrations internationales : Étude théorique et investigations empiriques*. Cette recherche bénéficie du soutien du projet « La jeune recherche en sciences humaines et sociales : un outil de développement au service de la Libye ». Elle se propose d'étudier, *via* les connaissances théoriques sur les migrations, les impacts du changement climatique afin de repérer les enjeux locaux de développement. Ce travail s'inscrit dans la logique d'identification des mécanismes incitatifs migratoires, en particulier lorsque ces migrations sont initiées par des déterminants politiques, sociaux, environnementaux

et économiques permettant de réguler la migration internationale.

Le lien entre développement et migration fait abstraction des informations récoltées au fil des recherches et de leur poids significatif. Ce pan de recherche s'inscrit donc à la croisée de deux thèmes majeurs : l'étude des migrations de travail et celle des marchés de l'emploi. En choisissant comme piste d'observation les impacts socio-économiques du changement climatique sur les milieux ruraux, ces considérations amènent aujourd'hui à approfondir les techniques économétriques pour conduire une analyse instrumentée sur l'attractivité de certaines zones ou, au contraire, leur caractère répulsif.

État des lieux « synoptique » sur des migrations rurales-urbaines

La particularité du volet théorique tient à sa pertinence pour l'identification des dynamiques migratoires internes, reprises ensuite dans l'étude des migrations internationales.

Les migrations ne sont pas monochromes. L'approche néoclassique (Lewis, 1954 ; Harris, Todaro 1970) les considère comme une partie intégrante du développement, et les raisons de migrer sont alors majoritairement pensées comme relevant de facteurs économiques. Les analyses portent, en particulier, sur les migrations du milieu rural vers le milieu urbain, comme composante du processus du développement. Pourtant, beaucoup de chercheurs reconnaissent aujourd'hui que les facteurs non économiques ont toujours joué un rôle très important dans le processus de décision migratoire (Jobes, Stinner, Wardwell, 1992) et explorent désormais les raisons économiques et non économiques de la mobilité spatiale (Djamba, Goldstein, Goldstein, 1999).

Changement climatique et mobilités

En économie, les développements théoriques migratoires dominants – les approches micro individualistes (Lewis, 1954 ; Myrdal, 1957 ; Zelinsky, 1971 ; Sjaastad, 1962 ; Harris, Todaro, 1970 ;



JEUNE RECHERCHE

Borjas, 1989) et les approches macro – structuralistes de la nouvelle économie de la migration (NEM) (Burawoy, 1976 ; Stark, Bloom, 1985 ; Massey, 1990 ; 1999 ; Skeldon, 1990 ; Stillwelle, Congdon, 1991 ; Cadwallader, 1992, Massey *et al.*, 1993) – ne prennent pas en compte les variables climatiques. En effet, d’une part, celles-ci sont considérées comme exogènes et détachées des facteurs socio-économiques – seules les variables endogènes, telles que celles socio-économiques, démographiques, institutionnelles sont prises en

compte (Nordhaus, 2005) ; d’autre part, le manque de disponibilité et de fiabilité des données font que le climat n’est volontairement pas intégré dans les développements théoriques. Or, avec la montée en puissance des préoccupations environnementales dans les années 1980-1990 (GIEC, 2007b) et l’intensification du changement climatique intervenue ces vingt dernières années (EMDAT/CRED, 2016 ; GIEC, 2013), la communauté scientifique questionne de plus en plus leurs impacts sur les migrations humaines. Ces dernières se sont accrues

significativement et ceci, en particulier, dans les pays en développement.

Terrain de recherche

Cette recherche tente de comprendre de quelle façon la population issue d’Al Jabal al Akhdar en Libye s’adapte aux pertes économiques subies du fait de catastrophes naturelles. En prenant les points de vue des femmes rurales rencontrées dans le cadre d’entretiens libres, il s’est avéré qu’elles s’adaptent essentiellement face aux changements climatiques. Selon une jeune femme :

Carte politique de la Libye



© Encyclopædia Universalis.

La population du Marj souffre des conséquences néfastes en raison des inondations. Il y a ceux qui se sont déplacés vers Benghazi, Al Baida ou Derna. D’autres vivent dans des immeubles « flottants » depuis quatre ans et qui sont devenus inhabitables. Ces catastrophes révèlent l’absence de l’État. De nombreuses familles n’ont toujours reçu ni aide, ni couverture de la part de l’État, ce qui les force à migrer. Je connais un quartier constamment touché par ces désastres, les résidents sont nombreux et je suis étonnée du fait que l’État n’ait toujours pas trouvé de solution. Les incendies causés par l’électricité ont provoqué deux morts qui habitaient dans cette même région délaissée. Avec toutes ces pertes, l’État n’a [toujours] pas réagi. La situation du logement est également

désastreuse. Il y a un manque d'initiative, de responsabilité aussi de la population car nous n'agissons pas en faveur du climat. Je pense que nous devons mener des stratégies de préventions environnementales, sanitaires et psychologiques pour pouvoir agir positivement sur la mentalité de la population et améliorer notre société inégalitaire, traditionnelle et surtout vulnérable.¹

Avant et après le départ vers les régions urbaines, ces populations sont donc majoritairement en situation de chômage, possèdent des revenus instables et partent essentiellement en famille. L'objectif n'a donc pas seulement été de mesurer l'ampleur des dégâts et d'identifier les besoins humanitaires découlant de l'impact des inondations. Le temps imparti et le contexte actuel rendent difficile la conduite des recherches sur le terrain. Pour l'analyse des flux de migration *via* les modèles gravitaires, le modèle de gravité utilisé présente des limites intrinsèques liées au choix des variables retenues. Une des difficultés est aussi l'accès à des données fiables.

Principales routes de migration en Afrique



© africacenter.org/fr/.

Les inondations balayent les villes de l'Est, 2020



© twitter.com/.



Les mutations spatiales dans le Mont Ouest : une étude géo-sociale

Mohamed Ali Ahmed



Docteur en géographie,
spécialité Espace et
société
Université de Sfax

Cette recherche aborde les mutations socio-économiques et leurs retombées spatiales sur la région du Mont Ouest et analyse les migrations volontaires, comme forcées, de la population.

Elle s'appuie sur une riche bibliographie consultée dans les bibliothèques libyennes. Les statistiques démographiques et agricoles régulièrement publiées par l'Instance générale de l'information ont été une source importante permettant de suivre les évolutions démographiques. Ont également été utilisés plusieurs rapports d'organismes internationaux, comme l'Organisation internationale pour les migrations, l'Observatoire des déplacements internes, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés et le Comité international de la Croix-Rouge.

Un travail de terrain est venu compléter les données fournies par ces rapports. Il a pris la forme d'entretiens avec les parties-prenantes et de questionnaires se rapportant à l'activité commerciale, aux mouvements des populations, ainsi qu'à la communauté des déplacés, désormais installée dans la capitale, Tripoli.

L'étude a ainsi conclu que ce territoire a connu de nombreuses mutations. D'un point de vue démographique, la population a plus que triplé au cours de ce demi-siècle et la dynamique urbaine s'est accélérée. Dans les années 1970, la population citadine ne représentait pas plus de 8 % de l'ensemble de la population, alors qu'au début des années 2000, elle atteignait 66 %. Le nombre de centres urbains est passé d'un à six, en plus des villes en cours de construction. La topographie des lieux et, notamment, le réseau routier moderne, a influencé l'expansion spatiale de ces agglomérations.

Au niveau social, l'évolution la plus marquante est, sans conteste, l'insertion croissante des femmes sur le marché du travail et leur participation active dans le domaine économique.

Elles représentent aujourd'hui près de 35 % des actifs contre moins de 9 % à l'indépendance. Notons également la chute du taux d'analphabétisme, passant de 56 % en 1973 à moins de 10 % en 2006.

L'activité économique est en profonde restructuration. Principal jusqu'aux années 1960, le secteur primaire (agriculture) est en grand déclin. Pôle agricole d'importation à l'échelle nationale, il n'est désormais plus capable de subvenir aux besoins alimentaires de la population de la région. À l'inverse, le tertiaire (services) est devenu à présent le premier secteur d'activité, avec 82 % de la main-d'œuvre active. Cet essor est largement dû au soutien de l'État qui recrute la population afin d'endiguer la migration interne vers la frange côtière qui polarise le développement. Le secondaire (industrie), bien que limité, connaît, lui aussi, un essor important grâce à l'aide de l'État au cours des dernières années. Précisons que l'ancien régime avait interdit toute activité commerciale hors du système socialiste qu'il avait mis en place.

Du point de vue migratoire, la région du Mont Ouest est

considérée, au vu des statistiques démographiques, comme un des pôles de départ les plus importants du pays. Elle a ainsi perdu le tiers de sa population entre les années 1960 et 1970. Ces migrations sont, pour l'essentiel, dirigées vers les villes de l'Ouest libyen et, en particulier, vers la capitale, Tripoli. Pour contenir ce mouvement migratoire, l'État a mis en place des dispositifs de soutien aux divers espaces urbains et ruraux en les dotant d'infrastructures de base (écoles, hôpitaux et administrations) et en créant de l'emploi. Mais ces mesures ont eu des répercussions négatives comme précédemment décrit.

Si ce mouvement migratoire était volontaire entre l'indépendance et les années 2000, il est, depuis, devenu un déplacement forcé. Il est aujourd'hui une des

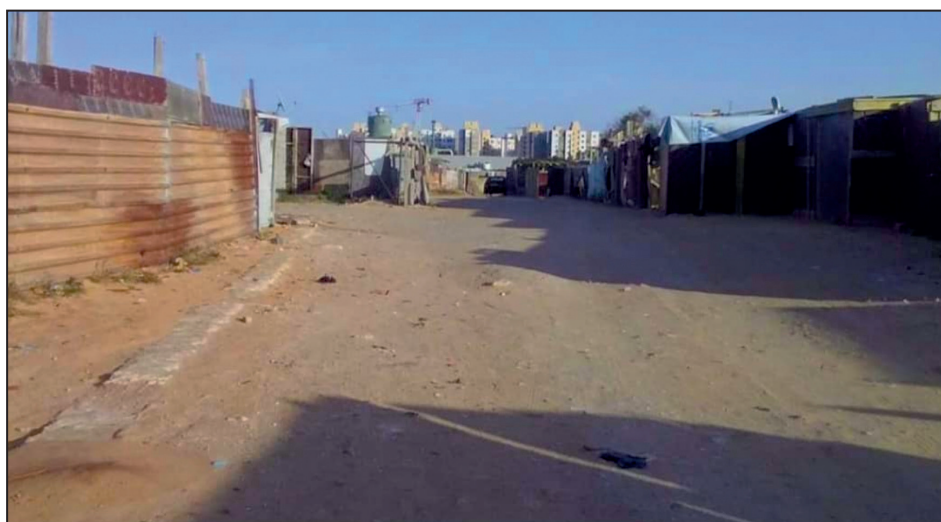
conséquences de la guerre menée par le régime déchu contre ses opposants, conflit qui, par la suite, a pris la forme d'une guerre civile. Dès lors, le mouvement migratoire a engendré le déplacement de milliers de familles et des villes entières se sont vidées de leurs populations. On peut citer l'exemple de deux villes : Kokla et Laawinia. Le nombre des déplacés y a atteint, pour la seule année 2015, 66 000 personnes, soit 15 % de la population régionale. En 2017, ce nombre est passé à 10 675, du fait du retour de certains déplacés.

Selon une étude de terrain menée dans un des quartiers d'immigration à Tripoli, 73 % des résidents sont originaires de la région du Mont Ouest et 56 % sont venus en 2014. La capitale est le principal centre d'accueil et, pour 45 % des déplacés y

trouvant refuge, elle n'est pas le premier lieu d'installation. Par ailleurs, 37 % des déplacés ne sont jamais retournés dans leur ville natale et 50 % d'entre eux ont justifié ce non-retour par la destruction complète de leur lieu d'habitation.

Des études mettent en évidence les problèmes rencontrés par les déplacés à Tripoli, entre autres la précarité et l'insalubrité des conditions de vie : les camps sont souvent installés à proximité de décharges et des eaux usées des égouts. De plus, les populations sont aussi bien issues de l'Ouest, que de l'Est ou du Sud de la Libye. Cette diversité culturelle conduit, la plupart du temps, à des conflits et de la violence. Enfin, ces migrants se heurtent à la défiance de la population locale qui réclame bien souvent leur départ.

Camp de déplacés dans la zone El Falah, Tripoli, 2017



© Mohamed Ali Ahmed.



PROGRAMME DE RECHERCHE

Genre et changement social : réseaux d'entraide des femmes libyennes en Tunisie après 2011

Valentina Zagaria

Ce projet de recherche ethnographique aborde les façons dont les femmes libyennes en Tunisie tissent des réseaux d'entraide et d'emploi pendant leurs séjours plus ou moins permanents, et explore la manière dont ces expériences contribuent, à leur façon, à concevoir une future Libye. Au lendemain de la révolution et de l'éviction de Kadhafi en 2011, la Libye a sombré dans une guerre civile marquée par l'intervention étrangère, et est souvent décrite dans les discours médiatiques et académiques à travers le langage du chaos. La société libyenne, ainsi que les Libyen.ne.s mêmes, disparaissent alors de l'analyse politique. En raison des difficultés pratiques à mener des terrains de recherche dans ce pays en guerre, les travaux universitaires récents sur la Libye ont recours à une production du savoir à distance, généralement depuis des pays limitrophes, comme la Tunisie, où sont aussi installées beaucoup d'ambassades, ONGs et organisations internationales travaillant sur la Libye.

Ces ouvrages se concentrent cependant rarement sur la vie des Libyen.ne.s en Tunisie et sur leurs attentes et défis, à la fois dans le pays d'accueil et d'origine.

Si ces dernier.ère.s parviennent parfois à retourner ou à faire des allers-retours en Libye, et sont, pour la plupart, en Tunisie avec des visas touristiques, très peu se voient accorder l'asile. Dans ce contexte de manque de politique de protection claire envers cette population et d'absence de législation nationale sur l'asile, cette recherche questionne les impacts des circulations entre ces deux pays – elles-mêmes basées sur une longue histoire de mobilités transnationales –, et la création et transformation d'imaginaires et pratiques politiques et sociales au sein de la communauté libyenne.



**Striking
from the
margins**

الدين والدولة والتفكك في المشرق العربي

Les récits de succès et d'échec liés aux révolutions et soulèvements de 2011 au Maghreb et au Moyen-Orient ont été particulièrement omniprésents cette année dans les débats publics marquant leur dixième anniversaire. En s'éloignant de ces narrations, cette recherche s'inscrit dans une perspective qui prend en compte les processus de transformation à long terme qui se déroulent à des échelles intimes, en explorant les manières dont les rôles et les relations entre les sexes sont reconfigurés dans le cadre, ou en réponse, à la révolution et au déplacement. En fournissant des perspectives granulaires sur la manière dont les femmes comprennent et s'engagent dans le changement politique et sociétal, ce travail interroge les façons dont les femmes interprètent et négocient entre une multiplicité d'autorités dans leurs vies quotidiennes. Comment forment-elles des réseaux d'entraide et d'emploi tout en s'établissant dans la proximité de leur pays d'origine, souvent dans des

PROGRAMME DE RECHERCHE

quartiers peuplés d'autres Libyens ? Quels sont leurs espoirs et imaginaires politiques et sociaux pour une future Libye ? Cette étude ethnographique souligne donc l'importance d'une approche qui prend en compte à la fois la longue durée de la connectivité transnationale dans la région, ainsi que les perspectives des communautés déplacées dans les pays d'accueil, à partir desquels elles continuent à créer de nouveaux espaces politiques qui ne sont pas délimités par des conteneurs nationaux.

Après un an d'observation participante au sein de familles libyennes vivant temporairement ou de manière plus stable en Tunisie, cette

recherche souhaite porter une attention particulière aux liens intimes, de parenté et aux relations d'amitié en tant qu'espaces où la gouvernance et l'autorité sont produits, transformés et contestés. À Tunis, ces observations ont eu lieu dans les quartiers dans lesquels la communauté libyenne a commencé à s'installer de manière plus systématique depuis 2011. Dans la région frontalière, près des villes de Ben Guerdane et Tataouine, des familles libyennes qui s'y déplacent en période de combats intensifiés seront suivies, pour permettre d'explorer différentes perspectives de classe et de genre. Cette ethnographie examinera également si les facteurs

tribaux, de la ville d'origine, ethniques ou religieux jouent un rôle dans la manière dont les différents membres de la diaspora libyenne construisent des réseaux d'entraide et des infrastructures parallèles pendant leur séjour en Tunisie. En dialogue avec les recherches d'autres post-doctorants faisant partie du projet "Striking from the Margins II" sur l'Irak et la Syrie, seront étudiées la façon dont les femmes libyennes négocient les transformations du conflit dans leur pays ainsi que la multiplicité de projets politiques et d'autorités, afin de montrer comment les réseaux de parenté, d'alliance et d'obligation conduisent à des formes de reconstitution de futurs collectifs.

Striking from the Margins II – Monthly Webinar:

Field-notes from the Neighbourhood: Gender and Transformation in Libya and Syria

Speakers:

Dr. Charlotte Al Khalili, Honorary Research Fellow, Department of Anthropology, University College London

Dr. Valentina Zagaria, Post-Doctoral Research Fellow, Striking from the Margins, Central European University and Visiting Fellow IRMC Tunis

Discussant:

Prof. Randi Deguilhem, CNRS, TELEMMe-MMSH, AMU, Member of GenderMed, Aix-en-Provence

Moderator:

Prof. Nadia Al-Bagdadi, Co-Director of Striking from the Margins, Director of the Institute for Advanced Study at CEU, Professor of History, Central European University

Tuesday 25th May,

17:30 - 19:00 CEST

Via Zoom

(Registration Necessary)



PROGRAMME DE RECHERCHE

Striking from the Margins II - From Disintegration to Reconstitution of State and Religion in the Middle East, Center for Religious Studies, Central European University (CEU)

Le projet de recherche “Striking from the Margins” – dont ce travail de recherche fait partie – s’est développé en deux phases. La première s’est attachée à comprendre les transformations des rapports entre la religion, l’État et les structures sociales au cours des trois dernières décennies en Syrie et Irak. Le projet visait à remettre en question les hypothèses sur les « réveils » religieux ou sectaires ou les « retours du refoulé », et enquêtait sur la dévolution des structures étatiques. La religion n’a jamais été absente, mais ces dernières décennies ont vu la reconfiguration et la redéfinition du champ religieux au Moyen-Orient, comme ailleurs, de manière très visible et tangible, au cours de la vie d’une génération. La première phase du projet s’est conclue par une conférence internationale à l’Université américaine de Beyrouth (AUB) en janvier 2019, après une période de deux ans, qui a réuni des experts et des universitaires

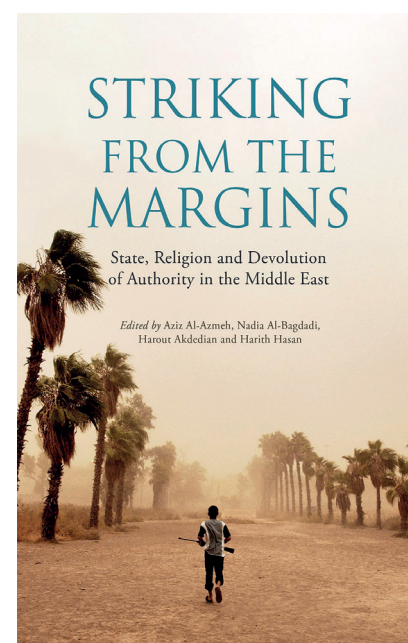
de premier plan dans un cadre multidisciplinaire. Au total, plus de trente conférences, discussions et séminaires ont été organisés. Un ouvrage collectif issu du projet vient d’être publié en anglais et en arabe. La phase II bénéficie d’une subvention de la Carnegie Corporation de New York, de septembre 2020 à août 2022. Cette phase vise à étendre le programme de recherche initial en mettant l’accent sur la reconstruction plutôt que la destruction et la dévaluation, en approfondissant les questions de genre et leurs



reconfigurations.

Valentina Zagaria est post-doctorante au sein de l’équipe de recherche “Striking from the Margins II” à la Central European University (CEU), et chercheuse associée à l’IRMC dans le cadre de son projet de recherche sur les réseaux d’entraide et d’emploi des femmes libyennes en Tunisie. Elle est titulaire d’un doctorat en anthropologie sociale de la London School of Economics

and Political Science (LSE). Sa thèse, *Brûler les frontières : migration, mort et dignité dans une ville côtière tunisienne*, examine comment la dignité, la responsabilité et l’appartenance sont façonnées par différents projets migratoires dans un contexte postrévolutionnaire. Elle repose sur deux ans de recherche ethnographique dans le sud-est tunisien. Valentina Zagaria a publié dans de nombreuses revues, dont *Critique Internationale*, *The Cambridge Journal of Anthropology*, *American Behavioral Scientist*, *openDemocracy* et *Border Criminologies*. Elle est également la fondatrice de la compagnie internationale de théâtre Senza, avec qui elle écrit et met en scène des créations théâtrales issues d’un travail ethnographique.



La Cyrénaïque contestée : politique, identité et justice en période de troubles

Thomas Hüsken et Amal Obeidi

La Cyrénaïque couvre toute la partie orientale de la Libye et constitue, avec la Tripolitaine, à l'ouest, et le Fezzan au sud, l'une des trois grandes régions du pays. Historiquement, elle s'est distinguée de ses voisines par sa forte dépendance à une économie pastorale du désert, et par sa société bédouine nomade arabe (Peters, 1990). Néanmoins, la Cyrénaïque a joué un rôle très influent dans la formation culturelle, politique et sociale de la Libye moderne. Berceau de l'ordre de la Sanoussiya (1843-1969), elle est le bastion de la résistance contre la domination coloniale italienne en Libye (1911-1947). Sous le règne du roi Idris (1951-1969), notamment, elle devient, par son importance culturelle et politique, une place forte de la monarchie libyenne (Ahram, 2019 : 77f ; Evans Pritchard, 1949 ; Hüsken, 2019: 41f). À l'époque de Kadhafi, la Cyrénaïque souffre d'un processus de marginalisation et de négligence administrative (Davis, 1987 ; Vandewalle, 2006), du fait, entre autres,

de la résistance des autorités traditionnelles vis-à-vis des politiques de Kadhafi, et surtout en raison des forces de l'opposition, principalement islamistes (Pargeter, 2008 ; Fitzgerald, 2014). De plus, le contraste entre les riches réserves pétrolières de la région et la faible redistribution dont elle bénéficie génère des sentiments collectifs de marginalisation et de défiance envers les politiques économiques de l'ère Kadhafi (St. John, 2008). En 2011, la Cyrénaïque devient la poudrière du soulèvement révolutionnaire contre Mouammar Kadhafi (Hüsken, 2011). Cependant, pour la population de la région, cet engagement ne s'est pas traduit par un renforcement de leur position politique en Libye. Le renversement de Kadhafi n'a pas entraîné de changements significatifs dans l'asymétrie politique, supposée ou *de facto*, entre la Tripolitaine et la Cyrénaïque (Ahram, 2019). Dans le contexte actuel de guerre civile, la Cyrénaïque est qualifiée de « camp

adverse » au gouvernement internationalement reconnu en Tripolitaine. Malgré cette catégorisation, les publications académiques, y compris les communications des *think tanks* et le travail des journalistes, ont tendance à négliger cette région et se basent souvent sur des recherches conduites en Tripolitaine ou dans la ville para-souveraine de Misrata. L'objectif de cette recherche est donc de combler cette lacune du champ académique.

Ce projet vise à étudier les questions les plus importantes dans le cadre des développements actuels en Cyrénaïque selon quatre axes de recherche interconnectés : 1. La politique en Cyrénaïque : État, économie politique et non étatique ; 2. La fabrique de l'identité en Cyrénaïque ; 3. Politique, pratiques et conceptions de la justice ; 4. Difficultés éthiques et méthodologiques pour la recherche en zones dangereuses. Le genre est un thème transversal à ces quatre axes, et permet de dépasser le biais masculin prédominant, *i.e* centré sur l'activisme et les



PROGRAMME DE RECHERCHE

pratiques des hommes, dans la recherche sur cette région. Cette recherche est fondée sur de l'observation participante auprès des populations. Le projet combine deux disciplines (anthropologie politique et science politique) et deux angles d'approche différents : celui d'un ethnologue allemand et celui d'une politiste libyenne. La relation asymétrique entre les productions académiques libyenne et occidentale sur la Libye est une question hautement problématique. En effet, au niveau international, et en particulier occidental, la recherche libyenne a été et continue d'être sous-estimée ou négligée. Les publications phares sur la politique en Libye ont majoritairement été présentées par des universitaires occidentaux, tels qu'Evans Pritchard (1949), Peters (1990), Davis (1987), Vandewalle (2006 ; 2008), Mattes (2008), Hüsken (2019), Lacher (2020). Seuls quelques universitaires libyens, comme Ali Abdullatif Ahmeida (1994 ; 2005 ; 2020), Mansour Al Kikhia (1997), Amal Obeidi (2002) et Youssef Sawani (2017), ont attiré l'attention des milieux universitaires occidentaux. À travers la recherche, l'interprétation et la publication conjointes des résultats de recherche d'un ethnologue allemand et d'une politologue libyenne,

le projet s'engage dans une critique postcoloniale (Varela, Dhawan, 2017) qui s'attaque à l'hégémonie de la production académique occidentale sur le Sud, en général, et la Libye, en particulier. Ainsi, ce projet entend contribuer à la « décolonisation des études libyennes ».



Thomas Hüsken, membre du comité scientifique du projet « La jeune recherche en sciences humaines et sociales, un outil de développement au service de la Libye », est un ethnologue allemand qui enseigne à l'Université de Bayreuth. Ses principaux champs de recherche sont l'anthropologie politique, les études transfrontalières et l'anthropologie du développement. Il a conduit un travail de terrain approfondi en Égypte, au Yémen, en Jordanie, et plus spécifiquement dans les zones frontalières entre l'Égypte et la Libye depuis 2007. Il est l'auteur de l'ouvrage *Tribal Politics in the Borderland of Egypt and Libya* (2019).



Amal Obeidi est professeur de science politique au département de science politique de l'Université de Benghazi en Libye. Ses axes de recherche incluent les questions de genre, de gouvernance et de construction de l'État, les questions sécuritaires, le *peace building* et la résolution de conflits, la problématique de la réconciliation et de la justice transitionnelle en Afrique du Nord et notamment, en Libye. Elle est l'auteur d'un ouvrage de référence, *Political Culture in Libya* (2001).



« Les migrants libyens en Tunisie : un enjeu majeur des dynamiques migratoires dans l'espace maghrébin » ¹

Emmanuel Alcaraz

Les migrations Sud-Sud sont un volet majeur de la mondialisation de l'immigration. Les migrations des Libyens en Tunisie nous intéressent ici pour étudier comment ils ont été accueillis non sans ambiguïté dans la société tunisienne depuis la chute du régime de Ben Ali en 2011. Leurs interactions au sein de la société tunisienne doivent être analysées en faisant la différence entre droit théorique, pratiques réelles et statut revendiqué par les Libyens. Il s'agit de voir s'ils constituent une minorité en formation, point nécessitant de réfléchir sur leur place

dans les hiérarchies sociales tunisiennes. Les préjugés de certains Tunisiens à leur égard participent-ils à ce processus de minorisation lié à des rapports de domination socio-culturelle des Tunisiens vis-à-vis des Libyens, réactualisant certaines représentations associées aux deux constructions socio-historiques antagonistes du nationalisme tunisien et du nationalisme libyen, ou ne sont-ils que l'expression d'un « ras-le-bol » ordinaire de certains Tunisiens faisant suite aux difficultés économiques de l'après-révolution ? La question des relations interethniques est cruciale pour penser l'impact sur la société tunisienne de la présence des migrants libyens, ce qui questionne la notion de tunisianité.



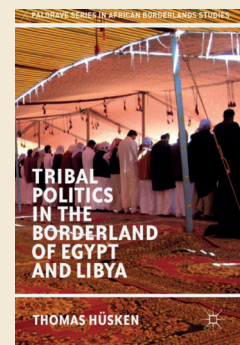
Agrégé d'histoire et de géographie, docteur en histoire contemporaine, **Emmanuel Alcaraz** est chercheur associé à l'IRMC, à Mesopolhis (Sciences Po Aix) et au Laboratoire du Patrimoine de l'Université de La Manouba. Auteur de nombreuses contributions sur l'histoire de la mémoire de la guerre d'indépendance algérienne, il a publié en 2017, *Lieux de mémoire de la guerre d'indépendance algérienne* et, en 2021, *Histoire de l'Algérie et de ses mémoires, des origines au Hirak*, aux éditions Karthala.

¹ ALCARAZ Emmanuel, 2018, « Les migrants libyens en Tunisie : un enjeu majeur des dynamiques migratoires dans l'espace maghrébin », *Revue internationale des études du développement*, vol. 236, n° 4, 9-31.

LES POLITIQUES TRIBALES DANS LES ZONES FRONTALIÈRES ÉGYPTO-LIBYENNES

Thomas Hüskén

Cet ouvrage explore les politiques tribales des bédouins d'Ouled Ali, dans la zone frontalière entre l'Égypte et la Libye. Ces politiques tribales font partie d'une hétérarchie, système dans lequel la souveraineté est partagée entre tribus, États et autres groupes sociaux. Dans ce contexte particulier, les pouvoirs locaux d'Ouled Ali ont un rôle prépondérant dans la gestion de l'ordre social, et leur autorité dépasse le cadre de l'État-nation. Fondée sur un travail de terrain de long terme, cette monographie est idéale pour un public intéressé par la politique en Afrique du Nord, par la Libye, l'Égypte et les études transfrontalières.





« Le déplacement de la capitale provinciale de la Tripolitaine de Leptis Magna à Tripoli : modalités et datation »¹

Hafed Abdouli

La question traitant du déplacement de la métropole provinciale au sein de la Tripolitaine a longtemps souffert du découpage chronologique classique (Antiquité, période médiévale, période moderne). Ces limites étanches entre la Tripolitaine ancienne et le « district d'Atrabuls » médiéval ont abouti à des interprétations quasi-unanimes admises selon lesquelles l'ancienne Oea (aujourd'hui connue sous le nom de Tripoli) aurait supplanté Leptis Magna et serait devenue la capitale de la province dès la fin de l'Antiquité tardive. Toutefois, ces interprétations, que nous croyons pourtant certaines, sont en réalité de simples hypothèses fondées, soit sur des lectures discutables, soit sur des idées préconçues. En effet, la confrontation des sources littéraires aussi bien

anciennes que médiévales avec les données archéologiques suscite des interrogations et fait ressortir des incertitudes et des contradictions qui pèsent encore sur la question de la modalité et la datation de ce changement. Cette démarche nous a permis de développer une nouvelle approche, selon laquelle la ville dite de « Tripoli », évoquée dans le récit de la conquête arabo-musulmane, désignerait en réalité la ville de Leptis (Lebda) qui partageait le nom « Tripoli » avec la province dont elle était la métropole jusqu'en 131-132 H. / 749. En contrepartie, à partir de cette date, l'ancienne Oea, après avoir été élevée au rang de métropole provinciale au détriment de Leptis (Lebda - l'ancienne Tripoli), conserve seule le toponyme de « Tripoli ». Ce phénomène s'explique par la pratique antique de confusion entre le nom des provinces et de ses capitales, qui persiste encore durant le Haut Moyen Âge. Cette nouvelle approche justifie, encore une fois, la nécessité de ne pas adopter sans discernement et sans critique les hypothèses avancées par nos prédécesseurs.



Hafed Abdouli est maître-assistant en histoire et archéologie médiévales à l'Université de Sfax et membre du laboratoire de recherche LERIC (laboratoire d'études et de recherches interdisciplinaires et comparées). Il a soutenu une thèse en archéologie islamique sur *La Tripolitaine à l'époque médiévale : Étude d'occupation du sol et d'archéologie* à l'Université de Tunis. Ses recherches confrontent les vestiges matériels médiévaux aux sources arabophones et latines. Elles ont permis de déterminer l'emplacement de certains sites comme le village de Banū Ḥasan ou de la capitale de la Tripolitaine.

¹ ABDOLI Hafed, 2019, « Le déplacement de la capitale provinciale de la Tripolitaine de Leptis Magna à Tripoli : modalités et datation », in A. Leone, R. Bockmann, P. Van Rummel (eds.), *Africa- Ifriqiya. Continuity and change in North Africa from Byzantine to the early Islamic Age. Papers of a conference held in Rome, Museo Nazionale Romano - Terme di Diocleziano, 28 February - 2 March 2013*, Palila, Wiesbaden, Harrassowitz Verlag, 121-135.

Colloque international « La Libye d'aujourd'hui : société, politique et espace »

Vanessa Aubry

Organisé par l'IRMC, le colloque international « La Libye d'aujourd'hui : société, politique et espace » s'est tenu les 12 et 13 juillet 2018, à la Bibliothèque nationale de Tunisie. Cet événement a réuni des chercheurs et étudiants de diverses disciplines, venant du Maghreb et d'Europe, pour penser la Libye d'aujourd'hui.

Penser la crise de la transition

La conférence inaugurale a été confiée à Ali Abdullatif Ahmida (Université de New England), dont les domaines de recherche portent sur la théorie politique, la politique comparée et la sociologie historique. Ses recherches se concentrent sur le pouvoir, l'action et la résistance anti-coloniale en Afrique du Nord, en particulier, dans la Libye moderne. Parmi ses nombreux ouvrages, citons *The Making of Modern Libya: State Formation, Colonization and Resistance* (SUNY Press, 1994) ou encore *Forgotten Voices: Power and Agency in Colonial*

and Postcolonial Libya (Routledge, 2005). En 2000, il a dirigé l'ouvrage collectif *Beyond Colonialism and Nationalism in the Maghreb: History, Culture and Politics* (Palgrave Press).



Dans sa communication, intitulée « La Libye à la croisée des chemins : démystifier la crise de la transition », il examine les hypothèses et les mythes sur la crise de la transition. Il propose plusieurs pistes de réflexion pour analyser les causes du soulèvement de 2011 : l'échec du régime de Kadhafi à aborder la question de la réforme politique

et son aliénation des élites ; l'impact de la démographie, de l'urbanisation et des médias sociaux mondiaux ; et enfin, le succès d'une direction rebelle qui a pu obtenir un soutien diplomatique et militaire de diverses organisations internationales. Ce conflit s'est militarisé, chaque faction retrouvant un allié extérieur qui, à son tour, conforte les points de vue des différentes factions après 2014.

Il défend l'idée que « l'incapacité du régime de Kadhafi à mettre en place des institutions politiques sérieuses et des réformes appropriées aux changements de l'économie, de l'éducation et de la société a finalement conduit à un conflit entre une structure sociale dynamique et un système politique rigide qui, à son tour, a empêché les nouvelles forces sociales – en particulier les jeunes sans emploi – de voir leurs revendications sociales et leurs réclamations satisfaites. Deuxièmement, l'intervention indirecte arabe, turque et européenne a internationalisé la guerre civile et bloqué la



COMPTE RENDU D'ACTIVITÉ

reconstruction de l'armée et des forces de police et, par conséquent, relancé l'attraction du modèle de l'ancien autoritarisme en faisant en sorte que le général Khalifa Haftar émerge comme un *leader* influent de l'Est et du Sud ».

Une approche multidisciplinaire pour (re)penser la Libye d'aujourd'hui

Quatre panels ont été organisés : « La Libye au XX^e siècle : perspectives historiques », « Société en mouvement », « Les espaces

de l'État », et enfin « Frontières et Migrations ». Le premier a permis un retour sur l'histoire contemporaine de la Libye, afin de mieux appréhender des phénomènes qui s'expliquent sur le temps long, de la question des frontières à celle de l'ingérence et des intérêts des puissances étrangères. Le deuxième pose la question de la « fragmentation » de la société en Libye, de son lien (ou non) avec la situation du pays depuis 2011, des positionnements des tribus et des minorités dans le conflit. Le troisième « Les espaces de l'État » a permis de nourrir les réflexions sur les évolutions politiques en Libye

depuis 2011, en abordant les questions de l'identité nationale, de l'hétérarchie et du système fédéral. Enfin, le dernier panel a traité de l'impact de la crise libyenne sur la migration et l'asile au Maghreb et en Europe, mettant l'accent sur l'externalisation des frontières de l'Union Européenne.

Une table ronde de jeunes chercheurs travaillant sur la Libye a réuni cinq étudiant.e.s issu.e.s de disciplines différentes (géopolitique, géographie, *etc.*) et leur a permis de présenter leurs travaux de recherche et de discuter avec des chercheurs confirmés.

Panel « Société en mouvement »



© IRMC / BNT.

COMPTE RENDU D'ACTIVITÉ

Ce premier colloque de l'IRMC sur la Libye a initié une dynamique de dialogue et d'échanges entre des chercheurs de part et d'autre de la Méditerranée. La recherche sur la Libye apparaît plus fragmentée que jamais, dans un contexte de mutation méthodologique et de reconfiguration universitaire et disciplinaire, mais aussi de bouleversements géopolitiques. Les champs de savoirs sont souvent cloisonnés et le besoin d'un dialogue méthodologique qui rassemble l'ensemble de ces dimensions est plus que jamais nécessaire. Dans ce contexte, l'IRMC, fidèle à son approche pluridisciplinaire, ambitionne de poursuivre ses relations avec l'Université libyenne à travers d'autres rencontres scientifiques.

Ouverture du colloque, Oissila Saaidia, Directrice de l'IRMC



© IRMC / BNT.

Ouverture du colloque, Nabil Al-Nattah, Président de l'Université de Tripoli



© IRMC / BNT.



COMPTE RENDU D'ACTIVITÉ

Atelier d'écriture scientifique et de méthodologie en sciences humaines et sociales

Manon Rousselle

Du 4 au 8 mars 2019 s'est déroulée une semaine de formation de méthodologie et d'écriture scientifique en sciences humaines et sociales à l'hôtel Sidi Bou Saïd pour dix-huit étudiants libyens de l'Université de Tripoli et de l'Académie libyenne des Hautes études de Tripoli en présence de cinq de leurs enseignants. Cet événement était organisé par l'IRMC, avec le soutien du Programme régional « Dialogue politique Sud-Méditerranée » de la Fondation Konrad Adenauer (KAS) et du Service de coopération et d'action culturelle (SCAC) de l'ambassade de France en Libye.

Durant cette semaine, sont intervenus, en langue arabe, Ramzi Ben Amara, chercheur associé à l'IRMC (Université de Sousse), Mohamed Slim Ben Youssef, doctorant en accueil à l'IRMC, Sawssen Fray Belkadhi, bibliothécaire de l'IRMC, Khaled Jomni, documentaliste de l'IRMC, Sihem Kchaou de l'Université de La Manouba, Monia Lachheb, chercheure à l'IRMC,

Khaoula Matri, chercheure associée à l'IRMC (Université de Sousse), Imed Melliti, chercheur associé à l'IRMC (Université de Tunis) ainsi que Betty Rouland, chercheure à l'IRMC.

La coordination scientifique a été assurée par Kmar Bendana, chercheure associée à l'IRMC (Université de La Manouba) et Oissila Saaidia, directrice de l'IRMC.

Cet atelier avait pour objectif d'apporter un soutien méthodologique aux étudiants libyens en sciences sociales et de stimuler la coopération scientifique entre les établissements d'enseignement supérieur libyens, l'IRMC et l'Université tunisienne. La sélection des participants a ainsi été réalisée en concertation entre l'Université de Tripoli, l'Académie libyenne des Hautes études de Tripoli et l'IRMC. L'intention est de diffuser le savoir-faire de l'IRMC en se fondant sur l'expérience accumulée et les partenaires de l'IRMC. L'accès des jeunes

femmes à ces formations a été privilégié, d'où une sélection paritaire des étudiants.



© Manon Rousselle / IRMC.



© Manon Rousselle / IRMC.

Tisser des liens scientifiques avec la Libye, pour une ouverture internationale

Fruit de la coopération entre plusieurs acteurs, à la fois diplomatique et scientifique, ce *workshop* a été pensé et mené en trois langues. Ainsi, le programme a été élaboré en arabe, en français et en anglais. Pendant les journées de formation, la majorité de la formation s'est faite en langue arabe ; une session a été prévue en anglais (réalisation d'une fiche de lecture) ; les sessions bibliographiques intégraient des références en français, et les enseignants tunisiens se sont appuyés sur des

références et des terminologies francophones, tout en faisant un réel effort de traduction et d'adaptation pour apporter un maximum d'informations, de références et d'outils en arabe.

Dès les mots de bienvenue, les bases sont lancées. Oissila Saaidia, directrice de l'IRMC, explique en arabe les objectifs du *workshop*, ainsi que Denis Sainte-Marie, conseiller de coopération et d'action culturelle pour l'ambassade de France en Libye, qui intervient en anglais. Tous deux expriment le besoin de tisser des liens, dans une perspective de dialogue ouvert et de collaboration scientifique, entre la Libye, la France et la Tunisie. Canan Atilgan, directrice du

programme régional de la Fondation Konrad Adenauer, en présentant sa fondation, ses actions et ses programmes, a exprimé le souhait de s'ouvrir à la Libye, en particulier aux chercheurs et aux étudiants. L'insuffisance des informations et des échanges scientifiques avec la Libye, notamment en tant que terrain d'étude, se fait cruellement sentir.

Adeel Kindier, de l'Université de Tripoli, atteste de la volonté de la recherche libyenne d'entamer ces échanges et de créer des ponts entre les pays, notamment sur les questions de méthode. Il réitère le besoin de développer les rencontres méthodologiques et de mettre l'accent sur la



COMPTE RENDU D'ACTIVITÉ



© Manon Rousselle / IRMC.

démarche scientifique pour doter la recherche libyenne d'une qualité polyvalente et transversale. La proposition de l'IRMC a donc été une réponse à un besoin exprimé par les sphères scientifiques libyennes.

Un programme intense placé sous les thématiques SHS propres au Maghreb et à l'Afrique

Le programme des cinq jours prévoyait une formation en méthodologie et en écriture scientifique : établir une fiche de lecture, écrire un article scientifique, rédiger un compte rendu, se servir du logiciel *Zotero* pour classer sa bibliographie, découper

les étapes de la recherche en SHS, conduire une recherche de terrain, approcher un terrain, opter pour la méthode qualitative, comparer les méthodes qualitative et quantitative. Chaque session a mobilisé un intervenant différent pouvant présenter son terrain, partager ses objets de recherche et sa démarche. Kmar Bendana, assurant la coordination scientifique, assistait à chacune des sessions. Elle était également présente pour les étudiants, les enseignants, les intervenants et les questions organisationnelles. Elle procédait à des « synthèses » méthodologiques, appréciées par les formateurs présents car ouvrant sur la comparaison entre les pratiques

pédagogiques tunisiennes et libyennes et permettant aux étudiants de comprendre la portée de leurs choix et des sujets à choisir.

Les étudiants issus de différentes disciplines des SHS, dont une majorité en droit, se situaient à un niveau master. La plupart n'avait pas encore conduit de recherche. Il s'agissait de leur offrir un aperçu des techniques et des bases de la recherche en SHS, en leur donnant les outils et les clés de la démarche scientifique. Au-delà des outils, l'ambition est que les étudiants acquièrent des réflexes de méthode et de critique en prêtant attention à leurs travaux respectifs. Dans cette perspective, chaque jour

un exercice est proposé de la part d'un ou plusieurs intervenants, travail destiné à être lu et discuté pendant les sessions de restitution. On a observé, le soir venu, des groupes de travail à l'œuvre.

La première session ciblait la recherche documentaire, avec Sawssen Fray Belkadhi et Khaled Jomni (IRMC). Ils ont expliqué, montré aux étudiants et installé sur les ordinateurs de ces derniers le logiciel *Zotero*. La session est interactive et permet de mettre en avant le fonds arabe de la bibliothèque de l'IRMC, les revues tunisiennes en arabe mais également de promouvoir l'apprentissage de l'anglais et/ou du français, langues essentielles de la recherche en SHS. Tout au long de la semaine, les étudiants devaient réaliser leurs bibliographies et Khaled Jomni les a accompagnés étroitement jusqu'à la restitution. La réalisation de la fiche de lecture, assurée en langue anglaise par Betty Rouland, chercheure en géographie (IRMC), s'appuie sur un texte en arabe et un texte en anglais. La communication a été difficile, la plupart des étudiants ne comprenant pas les termes techniques anglais. Kmar Bendana (IRMC) a assuré la traduction en arabe afin que la logique soit bien transmise aux étudiants. Il s'agissait notamment d'attirer leur attention sur la différence entre

article scientifique et rapport d'expertise. En exercice, une fiche de lecture, en anglais ou en arabe, a été réalisée sur l'un des deux textes choisis par Betty Rouland.

Lors de la deuxième journée, est intervenue Khaoula Matri (IRMC) le matin sur les étapes de la recherche en sciences sociales, avec l'exemple de son propre sujet de recherche : « La virginité et le corps de la femme en Tunisie ». L'après-midi Sihem Kchaou (Université de La Manouba) a présenté les techniques de compte-rendu et de rédaction d'un article scientifique. Ces exercices sont très techniques et permettent d'aborder la question de la valorisation et de la diffusion des textes comme des savoirs. Le débat est revenu sur les liens et les différences entre article scientifique et rapport d'expertise. Savoir rédiger un compte-rendu sur des ouvrages et/ou des événements permet de diffuser et d'accéder au savoir à travers les réseaux des publications en distinguant les types éditoriaux. Sihem Kchaou étant directrice de revue scientifique, elle aborde également le cycle de la rédaction, sélection et publication des articles, ce qui amène à la présentation d'un ensemble de revues en arabe démontrant également l'importance des comptes rendus et l'éclaircissement du point de vue scientifique

(comparaison du compte rendu d'un sociologue et celui d'un historien).

La posture épistémologique s'est imposée dès le premier jour. La question est revenue lors de l'intervention de Ramzi Ben Amara (IRMC) autour du terrain de recherche. De fait, sa présentation, très interactive et pensée comme un espace d'échange autour de l'approche d'un terrain, portait sur les mouvements Izala au Nigeria. La présentation de son terrain et de son projet a suscité des réactions immédiates quant à l'adaptation du chercheur, aux questions touchant à sa foi et à son intégrité, à son rôle d'observateur, aux questions de l'objectivité et de la subjectivité. Une certaine réserve quant au terrain et à la confrontation avec les conditions de l'enquête de la part des étudiants a été relevée. Les échanges avec Mohamed Slim Ben Youssef (IRMC), sur l'approche d'un terrain, ont permis de faire passer de façon plus fluide le message méthodologique, son terrain (l'entreprise) étant beaucoup moins « sensible ».

Le débat concernant les méthodes et leur utilisation s'est clairement exprimé lors de la présentation des méthodes qualitatives. Imed Melliti (IRMC) a choisi de faire une introduction aux différentes méthodes de Durkheim, Comte



COMPTE RENDU D'ACTIVITÉ

ou Weber et de travailler sur des textes en arabe. Cette introduction aux fondamentaux sociologiques a soulevé une vive discussion autour des méthodes et des écoles. Cela a permis à l'intervenant de démontrer l'importance du qualitatif à des étudiants habitués à ne travailler qu'avec du quantitatif. Monia Lachheb (IRMC) a relancé le débat lors de son intervention sur la complémentarité méthodo-logique et l'utilisation des deux méthodes en sciences humaines et sociales. Expliquant les démarches autour de thématiques comme le voile ou le genre, elle a amené les étudiants à interroger les références qu'ils citaient et à engager une réflexion scientifique.

Dynamique de groupe

Au fur et à mesure de la semaine, une véritable dynamique de groupe s'instaure et l'interactivité participants étudiants progresse. Certaines thématiques sont plus propices à la discussion, comme le développement des comptes rendus et les possibilités d'échanges entre les revues et/ou les universités afin d'encourager les échanges d'ouvrages et de revues entre la Tunisie et la Libye, par exemple. Les évocations des possibilités de coopération sont nombreuses, notamment à travers l'*open access* et la diffusion numérique, notion nouvelle pour nombre de Libyens.

La réactivité du questionnement dans chaque session existe, la voix des étudiants masculins s'exprimant davantage. Les enseignants libyens interviennent parfois pour recadrer les étudiants en ramenant le débat à des questions scientifiques ou afin de veiller à ce que les exercices soient bien faits. Un des enseignants a lancé la formation de groupes mixtes de travail, ce qui a impulsé une nouvelle dynamique.

Les réactions face aux thématiques abordées sont dans un premier temps mitigées. Toutefois, passés les premiers embarras, au fil des thématiques, les questions fusent, notamment sur l'islam, sur le genre, et les participants insistent sur



© Manon Rousselle / IRMC.

la démarche scientifique qui permet d'aborder tous les sujets. La distinction est faite à chaque début d'intervention et est réitérée tout au long du *workshop*.

La dynamique de groupe s'est renforcée lors des visites au musée du Bardo et à l'IRMC le jeudi 7 mars. L'exposition *Before the 14th. Instant Tunisien. Archives de la Révolution*, fruit d'un travail de plusieurs années d'un collectif d'historiens et d'une équipe de maquettistes, monteurs, ingénieurs son et infographistes, met en lumière les 29 jours de la révolution tunisienne de 2011 à travers des archives des réseaux sociaux, de la presse télévisée ou écrite. Le Musée du Bardo accueille une version de cette exposition : sa visite et sa mise en perspective avec la délégation libyenne, a été un moment fort. Le groupe a réagi collectivement à la découverte de ce travail collectif autour des traces de la révolution tunisienne.

La visite dans les locaux de l'IRMC a été l'occasion pour étudiants et enseignants libyens de découvrir un des lieux de la recherche intellectuelle tuniso-française. Un ouvrage sur la méthodologie en droit, en langue arabe, a été remis à la directrice de l'IRMC. Ce don de l'Université de Tripoli à la bibliothèque de l'IRMC sera suivi d'autres et permettra, nous l'appelons de nos vœux,

de s'ouvrir à la production scientifique libyenne afin de mieux en appréhender ses référentiels méthodologiques.

Conclusion : restitution et perspectives

Alors que le programme était plutôt intense, les étudiants ont été en demande d'approfondissement durant toute la semaine. Il apparaît que ce type de formation est rare au sein des établissements libyens avec lesquels nous avons travaillé. La découverte du logiciel *Zotero* et du fonds arabe de la bibliothèque de l'IRMC ont été utiles. Des différences sont apparues lors de la présentation des méthodes qualitatives et quantitatives. Se définissant comme « l'école libyenne », les enseignants et étudiants ont expliqué qu'ils utilisaient principalement la

méthode quantitative dans leurs recherches. Ainsi, la méthode qualitative a été une véritable découverte pour nombre d'entre eux.

Les concepts qui, habituellement, sont donnés en français, ont dû être trouvés en anglais et traduits en arabe. Les outils comme les *Powerpoint* ou le logiciel *Zotero* ont été entièrement revus et adaptés au *workshop*. Ce fut donc une semaine dense, tant pour les étudiants libyens que pour les intervenants et les coordinateurs.

Des débats quant à la distinction entre approche scientifique et approche morale, idéologique voire religieuse ont émergé. Les discussions ont souvent mené à des considérations épistémologiques, en passant par la comparaison et la déconstruction des conditions de l'observation et de l'enquête.



© Manon Rousselle / IRMC.



COMPTE RENDU D'ACTIVITÉ

Atelier méthodologique en sciences humaines et sociales à l'intention des étudiants libyens

Manon Rousselle

Pour la deuxième année consécutive, l'IRMC a organisé, du 6 au 10 mars 2020, à l'hôtel Le Palace à La Marsa, une semaine de formation en méthodologie et écriture scientifique en sciences sociales à destination d'étudiants libyens. 16 étudiants et 5 enseignants de l'Université de Tripoli et de l'Académie libyenne des Hautes études de Tripoli y ont participé. Mise en place par l'IRMC, elle a bénéficié du soutien du Programme régional « Dialogue politique Sud-Méditerranée » de la Fondation Konrad Adenauer (KAS) et du Service de coopération et d'action culturelle (SCAC) de l'ambassade de France en Libye.

Cet atelier annuel a pour objectif d'apporter un soutien méthodologique aux étudiants en sciences humaines et sociales libyens, déjà diplômés (niveau Licence / Bac +3) afin de stimuler la coopération scientifique entre les établissements d'enseignement supérieur libyens, l'IRMC et l'Université tunisienne. La sélection des participants a ainsi été réalisée en concertation

entre l'Université de Tripoli, l'Académie libyenne des Hautes études de Tripoli et l'IRMC. L'intention est de diffuser le savoir-faire de l'IRMC et de l'Université tunisienne. L'accès des jeunes femmes à ces formations a été encouragé par une sélection paritaire des étudiants.



Durant cette semaine, sont intervenus, en langue arabe, une équipe d'enseignantes-chercheuses tunisiennes, coordonnées par Sihem Najjar, chercheuse associée à l'IRMC,

ainsi que Khaled Jomni et Sawssen Fray Belkadhi, documentalistes à l'IRMC, pour une formation *Zotero* en recherche bibliographique. L'organisation de cet atelier a été supervisée par Oissila Saaidia, directrice de l'IRMC et la bonne gestion de l'événement a été garantie par Mouna Lamine, assistante de direction à l'IRMC, Hayet Naccache assistante de communication bilingue, Besma Ouraied, maquettiste-infographiste à l'IRMC et Manon Rousselle, volontaire internationale en charge des projets scientifiques à l'IRMC.

Cet atelier participe d'une mission plus large d'ouverture de l'IRMC en direction de la Libye, malgré la situation difficile de ce pays. En effet, la volonté affichée de l'institut d'inclure une programmation entièrement tournée vers la Libye dans sa politique de recherche et de formation, a mené à l'obtention d'un financement biennuel pour les années 2020 et 2021. Dans ce cadre, l'atelier méthodologique est un premier pas vers une pérennisation des activités à destination de l'enseignement supérieur libyen.

COMPTE RENDU D'ACTIVITÉ

En 2019, des perspectives de coopération et d'échanges avaient déjà été évoquées entre les responsables des institutions libyennes et les partenaires internationaux de ce projet. Certains étudiants repérés lors du premier *workshop* ont été accueillis en tant que boursiers à l'IRMC pour un accompagnement d'un mois en recherches bibliographiques et encadrement de terrain. Les responsables de l'Université de Tripoli nous ont fait part de la réussite de trois étudiants au concours de doctorat après avoir assisté à l'atelier méthodologique, en 2019. Fort de ce succès, trois étudiants de la promotion 2020 vont être reçus en stage de recherche à l'IRMC au cours de l'automne.

Nous avons procédé à une évaluation logistique, qui s'avère très positive. 85 % des répondants sont satisfaits de l'hébergement, 80 % de la restauration. L'organisation de la formation est également très bien perçue, avec un programme évalué satisfaisant à 75 % (15 % estiment la formation trop intense) et 80 % des répondants estiment les sessions de travaux en petit groupe très utiles.

Cette année, l'objectif était de faire venir 20 étudiants à Tunis, dont 50 % de femmes. Néanmoins, seuls 16 étudiants ont pu se rendre à Tunis, dont 7 femmes, ce qui est exceptionnel, compte tenu des circonstances : fermeture de l'aéroport de Tripoli le

jour du départ, insécurité extrême sur la route entre Tripoli et Misrata, incertitude des départs depuis Misrata. Cependant, la représentativité des disciplines a été respectée, avec des étudiants inscrits en histoire, sociologie, sciences politiques, droit et géographie.

D'après les retours des encadrants, nous estimons que la montée en compétence méthodologique se situe entre 30 % et 40 % avec une implémentation du programme à presque 80 %. Le taux de satisfaction des étudiants libyens, des encadrants libyens et tunisiens, s'élève à 90 %.



© Manon Rousselle / IRMC.



ENTRETIEN

Entretien avec Kmar Bendana

Oissila Saaidia

Kmar Bendana, professeure émérite d'histoire contemporaine à l'Université de La Manouba, est chercheuse associée à l'IRMC. Ses recherches portent principalement sur les archives et, plus précisément, la fabrique de l'archive. Elles l'ont conduite à s'interroger sur les liens entre connaissance scientifique et archive. Ce travail lui a permis d'appréhender et faire connaître les relations entre la science et l'administration, et plus largement, de comprendre les raisons et la façon dont on produit le savoir. Ses recherches questionnent aussi les informations dont disposaient les Français, ou encore les Italiens et les Anglais, sur la Tunisie à l'époque coloniale.

Sa thèse de troisième cycle s'intéresse aux établissements pénitentiaires sous l'administration française en Algérie. Son travail d'habilitation s'est, quant à lui, focalisé sur l'histoire intellectuelle et l'histoire des intellectuels en Tunisie, à l'époque du Protectorat.



► Quel rapport as-tu entretenu avec la Libye, avant 2011 ?

J'ai intégré, en 1982, un programme de recherche sur les archives coloniales en Tunisie, avec Charles-André Jullien et Martine Müller. Ce travail a été lancé suite à une précédente expérience sur les archives coloniales italiennes en Libye. À l'époque, cette expérience libyenne des archives a servi de modèle pour la Tunisie. Dans le cadre de ce programme de l'Université tunisienne, des colloques avec des chercheurs libyens ont été organisés. Dans les années qui ont suivi, mes relations avec mes collègues libyens ont été plutôt discontinues.

► Selon toi, que représentent les SHS en Libye, entre les années 1980 et 2010 ?

J'ai croisé peu d'historiens, plutôt des politistes et des économistes. C'était alors un milieu très masculin, il l'était aussi en Tunisie à la même période, mais dans une moindre mesure. Toutefois, je garde le souvenir précis d'une jeune politiste rencontrée lors d'un colloque à Oran, travaillant sur le rôle de l'armée.

Avant 2010, ma connaissance de la Libye se limitait principalement aux problèmes existant entre la Tunisie et la Libye, comme le projet d'union entre les deux pays (1974), l'affaire du plateau continental (1978), ou encore les événements de Gafsa en 1980.

► Et depuis 2011, quel est ton lien avec la Libye ?

La question de l'intervention étrangère – surtout française – nous a donné l'image d'un pays livré à des pressions étrangères insupportables. Cela a même rendu le personnage de Kadhafi sympathique, quand bien même je ne le tenais pas en haute

estime. En parallèle, en Tunisie, à la même période, nous avons l'impression que la dynamique de la révolution était interne.

Ces moments historiques peuvent nous mettre face à ce que l'on aurait voulu faire et qu'il ne nous est plus possible d'accomplir... J'ai toujours eu le regret de ne pas être allée en Libye quand j'en avais la possibilité, tandis que je connais mieux le Maroc et l'Algérie. L'histoire récente, depuis 2011, a changé mon regard sur la Libye.

► Raconte-nous ta première expérience avec la Libye depuis 2011.

J'ai eu la chance de coordonner et animer un premier atelier d'écriture scientifique de l'IRMC au printemps 2019, sous la forme d'une semaine de formation en méthodologie et écriture scientifique en sciences humaines et sociales, au profit de 18 étudiants et 5 enseignants libyens de l'Université de Tripoli et de l'Académie libyenne des Hautes études de Tripoli. Cet atelier avait pour objectif d'apporter un soutien méthodologique aux étudiants, pour stimuler la coopération scientifique entre les établissements d'enseignement supérieur libyens, l'IRMC et l'Université tunisienne.

Je l'ai vécu comme une véritable aventure pédagogique : c'était la première fois où tout était pensé et fait en langue

arabe. C'était un véritable test pour moi-même que d'avoir un auditoire totalement arabophone.

Au cours de cette semaine de formation, nous sommes aussi allés visiter l'exposition *Instant Tunisien. Archives de la Révolution* au musée du Bardo. C'est une exposition qui a mis en lumière les 29 jours de la révolution tunisienne de 2011, à travers des archives. La mise en perspective de cette exposition avec la délégation libyenne, qui connaît les troubles dans son pays, a été un moment très enrichissant.

► Puis, vient le projet FSPI, un nouveau défi...

Oui, ce projet a représenté un nouveau défi, dans le cadre des humanités numériques. Il s'agissait alors de mettre en place des liens durables entre les universités libyennes, et l'IRMC, le tout en période de Covid-19. Ce projet nous a permis de réfléchir à la façon d'enseigner aujourd'hui, en 2030, en 2040, et comment faire pour que les étudiants circulent.

► Quels sont les points positifs de ce projet, d'après toi ?

Ce projet a permis à des Libyens et des chercheurs tunisiens associés à l'IRMC d'échanger, sans lien avec le commerce cette fois, mais dans le domaine universitaire. Je trouve les sciences humaines et sociales (SHS) maltraitées

en Tunisie, où les études tendent de plus en plus vers une technicisation. Ce projet est une manière de prouver que les SHS servent à quelque chose. On peut même faire des SHS avec nos voisins : on sort alors de nos cadres nationaux étouffants.

► Et c'est par le truchement d'une institution française que s'est dessinée cette proximité avec la Libye...

Oui certes, car l'Université tunisienne n'est pas tournée vers la Libye, et n'a pas les moyens de mettre en place ce type de programme. Comme je suis à la fois chercheuse associée à l'IRMC et membre de l'Université de La Manouba, cela m'a permis d'être un lien entre l'Université tunisienne et l'Université libyenne.

► Peux-tu dire un mot sur la place des femmes dans le programme ?

D'emblée, nous avons sélectionné les doctorant.e.s sur une base paritaire (dix femmes et dix hommes). Par ailleurs, la question de la parité est intéressante quand on évoque la situation en Tunisie et en Libye : actuellement, cinq femmes sont ministres en Libye, contre une seule en Tunisie. Ces relations entre nos pays nous permettent de remettre en perspective des préjugés, notamment sur nous-mêmes et la réputation d'« exception tunisienne » concernant le droit des femmes.



ENTRETIEN

► Selon toi, en tant qu'historienne, quel pourrait être le devenir des SHS en Libye ?

Problèmes politiques, pays militairement dévasté : nous avons intérêt à trouver des espaces où nous rencontrer. J'aimerais qu'il y ait plus de mouvements entre les universités. Dans les SHS, nous avons besoin de ces échanges. Pour moi, l'un des problèmes, du côté tunisien, est de toujours se tourner, exclusivement, vers l'Europe, alors que l'on pourrait s'orienter vers l'Université libyenne, avec des travaux de recherche et de nouveaux terrains en commun.

► D'autant plus que nous nous sommes rendu compte que les thématiques de l'IRMC font écho aux problématiques de recherche de nos collègues libyens...

Oui tout à fait. Et pouvoir interroger des Libyens sur leur histoire contemporaine a été très stimulant pour moi. Aussi, la Libye ne peut pas être exclue des réflexions sur le Maghreb contemporain, qui a longtemps été perçu (et continue parfois de l'être) comme réduit au Maroc, à l'Algérie et à la Tunisie.

► En tant que « maghrébiniste » convaincue, tu peux être considérée comme faisant partie

de ces bâtisseurs du Maghreb contemporain. Ce programme tente d'enraciner une culture du débat dans les universités libyennes et de faire sortir les universitaires en SHS de leur relatif isolement. Ce sont de telles initiatives, en sciences sociales, qui permettront de proposer des clés de compréhension sur la Libye, qui manquent encore à l'heure actuelle. De tels projets sont rendus possibles grâce à des universitaires passionnés, et nous te remercions pour ton engagement dans cette aventure qui ne fait que commencer.

Vue aérienne de la capitale libyenne, Tripoli



© afp.com/.

LE PROJET
« LA JEUNE RECHERCHE
EN SCIENCES HUMAINES
ET SOCIALES : UN OUTIL
DE DÉVELOPPEMENT AU
SERVICE DE LA LIBYE »

Projet de coopération scientifique et universitaire 2020-2021

« La jeune recherche en sciences humaines et sociales (JRSHS) : un outil au service de la Libye »

Manon Rousselle



LA JEUNE RECHERCHE EN SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES :
UN OUTIL DE DÉVELOPPEMENT AU SERVICE DE LA LIBYE

Depuis le mois de mars 2020, l'institut accueille un nouveau projet de coopération, sur la Libye. L'ensemble des actions menées depuis 2017, en direction de ce pays, se retrouve, pour la première fois, structuré en un programme. Pendant 24 mois, l'IRMC va donc accroître ses actions avec ses partenaires universitaires libyens.

Contexte

Le programme de directorat de Oissila Saaidia sur la Libye est en œuvre depuis sa prise de fonction en septembre 2017, avec le soutien du Service de coopération et d'action culturelle (SCAC) de l'ambassade de France en Libye. Dès 2018, des échanges

avec les universités libyennes ont été engagés lors d'une visite de la directrice à Tripoli. Un colloque international a été organisé dès 2018, des ateliers et sessions de formation mis en place en 2019 et confirmés en 2020. Des bourses de recherche à Tunis pour des étudiants libyens sont d'ores et déjà activées.

Le projet « La jeune recherche en sciences humaines et sociales : un outil au service

de la Libye » porté par l'IRMC et le SCAC de l'ambassade de France en Libye, a été retenu dans le cadre du dispositif FSPI (Fonds de solidarité pour les projets innovants, les sociétés civiles, la francophonie et le développement humain), du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE). Ce dernier vise à soutenir des projets de coopération des opérateurs du réseau diplomatique (AFD, Expertise France, réseau AEFÉ, Instituts

Colloque international, 2018, Tunis



© IRMC / BNT.



PRÉSENTATION DU PROJET

Atelier d'écriture scientifique, 2019, Tunis



© Manon Rousselle / IRMC.

Atelier méthodologique, 2020, Tunis



© Manon Rousselle / IRMC.

PRÉSENTATION DU PROJET

français, Alliances françaises et Instituts français de recherche à l'étranger-IFRE).

Situation en Libye et profil des bénéficiaires

La Libye est un pays en crise, soumis à la fragmentation sur le plan institutionnel et politique et où la situation des femmes constitue un sujet de vigilance. Le système universitaire libyen est aujourd'hui dans une situation difficile et paradoxale qui allie à la fois un taux important, même s'il fléchit ces dernières années, d'inscriptions au sein d'une classe d'âge, à un niveau académique fragilisé. Cette fragilité académique est d'autant plus marquée dans le domaine des sciences humaines et sociales (SHS) qui ont longtemps fait l'objet d'instrumentalisations politiques. Or, ce domaine doit être investi et développé car la remise en route du pays ne se fera pas sans une production de savoirs de qualité.

De fait, après quarante ans de dictature, les SHS ne sont pas favorisées et la visibilité des universités et des institutions d'enseignement supérieur reste limitée, notamment par le monolinguisme. Ce paramètre est pris en considération dans l'ensemble des activités que nous mettons en place : nos actions sont menées en langue arabe. Cela est possible car

l'IRMC est le seul laboratoire européen présent à Tunis, avec un réseau de partenaires tunisiens, donc arabophones, et un savoir-faire international. Il est, de fait, possible d'apporter un soutien sur le plan académique en étant basé en Tunisie et contribuer ainsi à rompre l'isolement des universitaires libyens en SHS.

Les universités constituent de relatifs lieux de concorde où une culture du débat tente de s'enraciner. Les établissements d'enseignement supérieur contribuent à former la jeunesse libyenne et à promouvoir des modèles alternatifs à l'engagement milicien ou crapuleux. Ces établissements jouent un rôle majeur pour juguler le risque de « génération perdue ». Les universitaires constituent des personnalités respectées dans le pays.

Par ailleurs, nos expériences avec le monde universitaire libyen, depuis 2018, révèlent une forte appétence de la part des étudiants et des enseignants, conscients de leur situation et de leurs besoins. Nous souhaitons agir, d'abord, en faveur des étudiants en début de master, ou ayant fini leur licence, afin de pouvoir les accompagner dans la suite de leur parcours. La formation de formateurs viendra renforcer ces actions en faveur des jeunes étudiants.

Objectif principal

Le principal objectif du projet est de permettre aux étudiants et enseignants libyens d'accéder à des infrastructures de recherche de qualité, particulièrement en SHS. Le second objectif vise à renouveler la recherche en SHS, en Libye et sur la Libye.

De fait, ce projet a l'ambition, d'une part, de décroiser les étudiants et jeunes chercheurs libyens en SHS, trop isolés du monde scientifique et étudiant international et, d'autre part, de mettre le principe de parité au cœur de chaque activité. Ces objectifs ne peuvent être atteints qu'en promouvant une collaboration avec l'ensemble des partenaires et organisations travaillant sur la Libye. Il s'agit donc d'inclure l'ensemble des acteurs de la coopération académique français, tunisiens et libyens. L'amélioration de la qualité de la recherche en sciences sociales en Libye permettrait d'assurer l'émergence d'une nouvelle génération de chercheurs libyens à même de disséminer des approches nouvelles marquées de rigueur scientifique et d'ouverture au monde. L'objectif principal est donc la formation de jeunes chercheurs qui seront les enseignants de demain en Libye et qui formeront à leur tour de nouvelles générations d'intellectuels.



PRÉSENTATION DU PROJET

En d'autres termes, la finalité est de permettre aux universités libyennes de retrouver une place dans les réseaux académiques internationaux en SHS.

Sous-objectifs

Ce projet est divisé en trois sous-objectifs permettant ainsi d'articuler les activités proposées.

Composante 1 : Opérer une montée qualitative de la formation libyenne en SHS via le partage des bonnes pratiques et l'inclusion des femmes

Il s'agit de renforcer les capacités en méthodologie des étudiants et universitaires libyens et de favoriser l'inclusion des femmes. La mise au niveau des standards internationaux permettra une intégration plus évidente de la jeune recherche libyenne en SHS. Cela se traduit par :

- la mise en place de bourses et de stages à destination d'étudiants libyens, dont 50 % pour des étudiantes ;
- des formations à destination des mastérisants pour un renforcement méthodologique et des formateurs, pour un échange de bonnes pratiques.

Composante 2 : Renforcer les capacités, la collaboration académique et les moyens de communication entre les universités libyennes et l'IRMC, sur le moyen et long terme

Il s'agit de faciliter l'accès à la documentation papier et numérique, actuellement très limité en Libye, pour contribuer à désenclaver le monde universitaire libyen avec :

- la constitution d'un fonds documentaire papier dans les bibliothèques des universités libyennes partenaires ;
- la constitution d'un fonds documentaire numérique ;
- la création d'outils de communication entre les institutions de recherche comme une chaîne YouTube et un espace de streaming sur le site de l'IRMC donnant accès aux archives vidéo et audio.

Composante 3 : Consolider la coopération universitaire bilatérale pour une intégration de la recherche libyenne dans les réseaux internationaux

Il s'agit de favoriser l'ouverture méthodologique et linguistique de la jeune recherche libyenne en travaillant sur des thématiques communes et en récoltant des données sur la Libye, grâce à :

- l'invitation des chercheurs et universitaires libyens aux conférences et événements scientifiques de l'IRMC ;
- l'organisation d'un colloque international sur la Libye en 2021 qui contribuera à la consolidation du réseau ;
- la publication des actes du colloque.

L'intégration de la jeune recherche et des *alumni* (composante 1) dans les réseaux internationaux renforcera les relations universitaires entre la France, la Tunisie et la Libye. Le colloque international, en fin du cycle, sera le point d'orgue du projet et le clôturera, en établissant les perspectives de collaborations futures en vue de sa pérennisation.

Ce projet de coopération universitaire et scientifique, d'envergure régionale, tout en ayant une forte ouverture internationale, a été lancé avec un premier atelier méthodologique en mars 2020. Ces activités se poursuivront jusqu'en décembre 2021. Il est désormais coordonné par Neila Saadi, maître-assistante de l'Université tunisienne en détachement à l'IRMC et placé sous la responsabilité d'un comité scientifique présidé par Oissila Saaidia.

PRÉSENTATION DU PROJET

Membres du comité scientifique au 1^{er} octobre 2020

Le comité scientifique a pour mission de définir les orientations générales du projet en termes de recherche scientifique. Il est composé des responsables du projet, des partenaires académiques libyens mais aussi de chercheurs français et internationaux.



ABDOULI Hafedh
Maître-assistant en histoire et archéologie
médiévales, Université de Sfax



**ALCHERIF
Abdelhakim Almahdi**
Chef du Département de français à
l'École des langues, Académie libyennes
des Hautes études de Tripoli



BALDINETTI Anna
Professeure au Département de science
politique, Université de Perrugia



BOISSEVAIN Katia
Chargée de recherche au CNRS en
anthropologie, Institut d'ethnologie
méditerranéenne et contemporaine
(IDEMEC)



BOUBAKRI Hassan
Professeur de géographie et des études
migratoires, Université de Sousse



**CASSARINO
Jean-Pierre**
Professeur de science politique, Collège
d'Europe, Pologne



FERJANI Chérif
Professeur émérite de science politique,
Université Lumière Lyon 2



FSHIKA Khadija
Enseignante-chercheure à la Faculté des
langues, Université de Tripoli



HÜSKEN Thomas
Chercheur en ethnologie au
Département d'anthropologie sociale,
Université de Bayreuth



PRÉSENTATION DU PROJET



MAROUANI
Mohamed Ali

Maître de conférence en économie,
représentant de l'IRD à Tunis



MOHAMED
Mansour Amara

Professeur de sociologie, Universi-
té de Tripoli



PAGANO Chiara

Post-doctorante au Département
de sciences politiques et sociales,
Université de Pavie



PERRIN Delphine

Juriste, chargée de recherche à l'IRD,
Laboratoire Population, Environnement,
Développement



RAINERI Luca

Maître-assistant à l'Institut de droit,
politique et développement, Sant'Anna
School of Advanced Studies, Pise



ROULAND Betty

Chercheuse en géographie, IRMC



SAADI Neila

Maître-assistante à l'Université
de Tunis, coordinatrice du
projet FSPI-JRSBS



SAAIDIA Oissila

Professeur des Universités
en histoire contemporaine,
directrice de l'IRMC



VERMEREN Pierre

Professeur des Universités en
histoire contemporaine, en
délégation CNRS
à l'IRMC



SHARFEDDINE
Enaam

Professeure d'histoire,
Université de Tripoli

MOOC « Méthodologies de la recherche en sciences humaines et sociales »

Neila Saadi

À situation exceptionnelle, solution exceptionnelle !

Cette expression renvoie pleinement aux origines du MOOC, car le FSPI prévoyait initialement de dispenser une formation en méthodologie de la recherche au profit d'étudiant.e.s libyen.ne.s, en présentiel et à Tunis. La situation pandémique s'aggravant aussi bien en Tunisie, qu'en Libye la perspective d'une rencontre physique semblait de plus en plus improbable.

Il a donc fallu s'adapter, trouver de nouveaux moyens et concevoir des outils innovants au risque de devoir abandonner cette activité. La solution de créer un MOOC (*Massive Online Open Courses*), un séminaire de formation en ligne, s'est alors imposée.

Cependant, ce format s'avère radicalement différent de celui d'une formation classique parce qu'il requiert un contenu adapté et nécessite



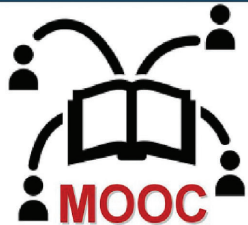
Institut de recherche sur le Maghreb contemporain
معهد البحوث المغاربية المعاصرة
USR 3077 du CNRS

Visio-conférence
ندوة عبر الفيديو



البحوث الشابة في العلوم الإنسانية
والاجتماعية أداة للتنمية في ليبيا

Visio-conférence de lancement



**Méthodologies de la recherche
en SHS**





Coordination
Neila SAADI (IRMC)

Mardi 19 janvier 2021 à 14h00 à l'IRD

En langue arabe

باللغة العربية

Institut de recherche sur le Maghreb contemporain
 20, rue Mohamed Ali Tahar, Mutuelleville - 1002 Tunis (Tunisie)
 Tél : (+216) 71 796 722 - direction@irmcmaghreb.org

<http://www.irmcmaghreb.org>
[facebook.com/IRMC.Tunis](https://www.facebook.com/IRMC.Tunis)
 CNRS-MAE, USR 3077






Le MOOC visant à consolider la formation initiale en méthodologie, des réunions de préparation ont eu lieu pour établir un plan de formation cohérent qui harmonise les différentes composantes proposées. Ainsi, un travail de coordination et de rapprochement des objectifs a été mené pour que l'ensemble des cours dispensés puissent, chacun partant de la spécificité de sa discipline, converger vers l'objectif global. Il fallait aussi

veiller à ce que les sources et les matériaux proposés par les formateurs soient compatibles avec les exigences d'un cours en ligne.

La formation s'est déclinée autour de cinq thèmes :

- **Définir sa problématique de recherche**, assuré par Ramzi Ben Amara, maître-assistant à l'Université de Sousse/IRMC ;

- **Les écritures historiques : problématiques et dérives**, assuré par Kmar Bendana, professeure à l'Université de La Manouba/IRMC et Hamed Abdouli, maître-assistant à l'Université de Sfax ;

- **L'approche quantitative et qualitative et la production de données**, assuré par Khaoula Matri, maître-assistante à l'Université de Sousse/IRMC et Mohamed Slim Ben Youssef, doctorant de l'IRMC inscrit à l'IEP d'Aix-en-Provence ;

- **Le film de recherche : une nouvelle démarche**, assuré par Ons Kamoun, maître-assistante à l'Université de Carthage/IRMC ;

- **Organiser et éditer sa bibliographie avec Zotero** : assuré par Sawssen Fray Belkadhi et Khaled Jomni, bibliothécaires à l'IRMC.

La session de formation s'est déroulée du 25 janvier au 23 mars 2021. Chaque thème

était abordé en une semaine avec partage de sources, séances synchrones avec les formateurs, forum mis à disposition pour prolonger les échanges entre formateurs et les apprenants ou les apprenants entre eux.

Un test d'entrée et un autre en fin de séquence a permis d'évaluer l'acquisition des compétences par les apprenants. Le taux de réussite avoisinait 72 % avec un taux moyen de progression de 40 %.

Sélection des candidats

C'est en étroite collaboration avec les universités libyennes partenaires (Université de Tripoli et l'Académie libyenne des Hautes études de Tripoli) que les candidats ont été sélectionnés. Leurs bureaux de la coopération internationale respectifs ont diffusé l'appel, réceptionné les candidatures et opéré une présélection. Vingt candidatures ont été retenues dont celles de onze femmes.

Évaluation par les apprenants

À la fin de la session de formation, un questionnaire d'évaluation a été transmis aux apprenants. Sur les 14 bénéficiaires assidus et qui ont validé leur formation, 13 y ont répondu.

Les retours sont positifs : 58 % des participants sont entièrement satisfaits de la formation et 42 % largement satisfaits.

À l'unanimité, les répondants souhaitent reconduire l'expérience.

Sur le contenu, le module « Définir sa problématique » a été jugé le plus utile (42 %), et 50 % des participants aurait souhaité qu'il soit plus approfondi, suivi par le module « Zotero ».

D'une manière générale, le format en ligne a été bien accueilli par les apprenants. 61,5 % ont jugé l'utilisation des différentes composantes de la plateforme (navigation, outils, séances synchrones) très facile.

L'ensemble de l'évaluation faite par les apprenants a donné des résultats encourageants pour envisager l'enseignement et la formation en ligne non plus comme une solution d'urgence, mais comme une perspective complémentaire.

Ce format permettrait de dispenser ces formations à un nombre plus important de bénéficiaires.



COMPTE RENDU D'ACTIVITÉ

Compte rendu « الخميس في ال Studio »

Kmar Bendana et Jamie Furniss

La cinquième séance du deuxième cycle du séminaire Studio الخميس في ال (1^{er} avril 2021) a été l'occasion d'accueillir Hiba Ben Miftah, doctorante de l'Université de Sfax, Faculté d'économie et de management. La vocation interdisciplinaire et méthodologique du séminaire a croisé l'ouverture de l'IRMC vers la coopération avec l'Université libyenne. Hiba Ben Miftah est, en effet, une jeune chercheuse libyenne qui vient renforcer la dynamique impulsée par l'IRMC depuis 2019, en vue de varier et densifier les formes de collaboration académique avec la Libye.

Après deux semaines doctorales organisées en mars 2019 et mars 2020 en partenariat avec des institutions libyennes, l'IRMC a mis au point un MOOC d'initiation méthodologique aux sciences humaines et sociales en janvier 2021 en langue arabe, à destination des étudiant.e.s d'universités libyennes. Neila Saadi, coordinatrice du projet FSPI « La jeune recherche en sciences humaines et sociales : un outil de développement au service de la Libye » dans le cadre duquel le MOOC a été réalisé, a modéré la présentation de Hiba Ben Miftah, intitulée

« Variabilité climatique, chocs économiques et migrations internationales : étude théorique et investigations empiriques ».

L'intervenante a situé sa recherche dans le cadre des modèles d'approche des questions migratoires et de leur traitement par les politiques

IRMC Institut de recherche sur le Maghreb contemporain
معهد البحوث المغاربية المعاصرة
USR 3077 du CNRS

Séminaire
ندوة

الخميس في ال Studio

Variabilité climatique, chocs économiques et migrations internationales : Etude théorique et investigations empiriques

Intervention
Hiba Ben Miftah
Doctorante en économie internationale
Faculté des sciences économiques
et de gestion de Sfax (Université de Sfax)
membre du laboratoire C.O.D.E.C.I

Coordination
**Kmar Bendana et
Jamie Furniss**
en coopération avec Neila Saadi
responsable du programme JRSMS

Jeudi 1 avril 2021 à 11h00

En langue française

باللغة الفرنسية

Institut de recherche sur le Maghreb contemporain
20, rue Mohamed Ali Tahar, Mutuelleville - 1002 Tunis (Tunisie)
Tél : (+216) 71 796 722 - direction@irmcmaghreb.org

JRSMS
المنتدى الشبابي في العلوم الإنسانية
والاجتماعية أداة للتنمية في ليبيا

<http://www.irmcmaghreb.org>
facebook.com/IRMC.Tunis
CNRS-MAE, USR 3077

cnrs
Centre National de la Recherche Scientifique

Ministère des Affaires Étrangères
Ministère des Affaires Étrangères

COMPTE RENDU D'ACTIVITÉ

Hiba Ben Miftah et Kmar Bendana



Hiba Ben Miftah



Neila Saadi et Hiba Ben Miftah



© IRLMC.

publiques. Elle a fait le choix de mêler une approche qualitative par entretiens à un essai d'évaluation quantitative des mouvements de migration, en rapport avec les conditions climatiques.

La variable écologique qui impose aujourd'hui sa prégnance dans les décisions, sur les modes migratoires, comme dans la conscience et les méthodologies des chercheurs, oblige à introduire plus de complexité dans les questions pour mieux comprendre les nouveaux comportements. Dans son compte rendu d'étape, Hiba Ben Miftah a fait part des conséquences immédiates de la crise sanitaire sur sa recherche. À la suite des entretiens avec les informateurs (généralement des familles qui migrent), elle a constaté une méfiance envers les questionnaires. L'usage du téléphone ne lui a pas permis de récolter des données fiables. Approcher les ingénieurs spécialisés dans le domaine climatique et concevoir des entretiens avec des associations œuvrant dans le domaine peut constituer une bifurcation utile dans cette recherche qui combine l'étude des flux de personnes et des flux économiques dans un environnement en dégradation.



COMPTE RENDU D'ACTIVITÉ

Bourses d'accueil au profit des étudiant.e.s libyen.ne.s : encourager la mobilité des jeunes chercheur.e.s

Neila Saadi

L'octroi de bourses d'accueil à des étudiant.e.s libyen.ne.s dans des structures de recherche a pour objectif de leur faire bénéficier d'un environnement de recherche favorable, en vue de les accompagner et de les orienter pour consolider leurs compétences en tant que futur.e.s chercheur.e.s confirmé.e.s dans leur pays, la Libye. Ces bourses visent à apporter un soutien matériel qui leur permette de couvrir leurs frais de séjour, de faciliter leur prise de contact avec un réseau de chercheur.e.s de leurs disciplines respectives, d'assister à des manifestations scientifiques, de compléter leur formation ou de récolter le matériel nécessaire à leurs recherches. Ces bourses sont destinées à l'accueil d'étudiant.e.s libyen.ne.s pour des séjours de court et moyen terme à l'IRMC et dans des laboratoires de recherche en France.

Les Bourses 2020

Du fait de la situation pandémique mondiale et de

la fermeture des frontières libyennes, les conditions d'attribution de ces bourses pour l'année 2020 ont dû être revues et elles ont été attribuées aux étudiant.e.s libyen.ne.s se trouvant déjà sur le territoire tunisien, ou en stage dans un laboratoire de rattachement de l'espace Schengen.

En septembre 2020, deux appels à candidature ont été lancés sur la page *Facebook* de l'IRMC et *via* différents canaux en vue d'une large diffusion. La période d'attribution des bourses était fixée entre le 15 octobre 2020 et le 15 janvier 2021. Les bénéficiaires pouvaient avoir une bourse de un à trois mois. Les disciplines privilégiées étaient : l'histoire, la sociologie, l'anthropologie, la géographie, la philosophie et les sciences politiques. Les étudiants pouvaient être inscrits en master ou en doctorat.

Étant donné que le projet FSPI s'adresse essentiellement à la jeune recherche, le comité de sélection a considéré le critère d'âge comme un point important. Il a aussi veillé à

respecter la parité entre les hommes et les femmes. Bien que cela ait été difficile car les candidatures féminines n'ont représenté que le tiers des dossiers reçus, la parité a été atteinte par le nombre de mois de bourses octroyés. Le troisième critère de sélection a reposé sur la pertinence de la recherche menée par ces jeunes chercheurs et son inscription dans une démarche scientifique innovante et actuelle.

Suite à l'examen de ces dossiers, six candidatures ont été retenues.



Salma Alkilani est inscrite au magistère de l'iReMMO (Institut de recherches et d'études méditerranéennes et Moyen-Orient). Elle envisage

COMPTE RENDU D'ACTIVITÉ

de mener une recherche en relation avec son parcours de formation initiale en ingénierie et son expérience professionnelle en tant que conseillère de firmes étrangères, sur la compréhension de la situation politique en Libye et les enjeux économiques.

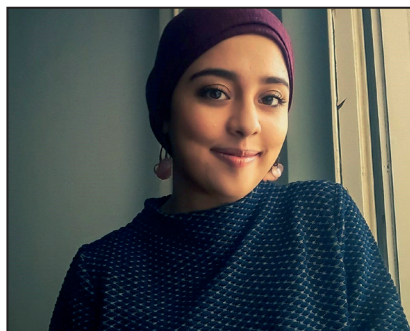


Alal Elarnaouti prépare une thèse de doctorat en géopolitique à l'Institut Français de Géopolitique de l'Université Paris 8 Vincennes-Saint Denis. Sa thèse porte sur « Le renouvellement et la lutte sur le reclassement des élites en situation post-révolutionnaire » en se basant sur le cas de la ville de Tripoli.



Faiz Najm prépare une thèse en géographie sur « La valorisation du patrimoine dans les villes de l'Est de la Libye

et les enjeux du développement touristique » à l'Université de Clermont Auvergne.



Hiba Ben Miftah est doctorante en sciences économiques à l'Université de Sfax. Elle prépare une thèse sur la « Variabilité climatique, chocs économiques et migrations internationales : Étude théorique et investigations empiriques ».

Samia Bayoudh prépare un doctorat en sociologie à l'Université de Tunis. Sa recherche porte sur le rôle de la tribu dans la révolution de 2011 en Libye.

Jaafar Alsharif est inscrit en master 2 « Culture et communication : Parcours Médias internationaux » à l'Université Paris 8 Vincennes-Saint Denis. Il a choisi comme sujet de recherche : « Perception du public et impact médiatique sur le sport féminin en Libye ».

Les boursiers sont tenus d'envoyer des rapports mensuels sur l'état d'avancement de leurs recherches et sur les activités réalisées grâce au soutien apporté par la bourse. Ce

dispositif d'accompagnement permet aussi de les encourager dans la progression de leur travail.

Les bourses 2021

Profitant de l'assouplissement des restrictions de voyage liées à situation sanitaire, le deuxième appel à candidature pour les bourses 2021 a pu être lancé dès le mois de mars.

Un nouveau critère de sélection, tenant compte des retours d'expérience des précédentes sessions, a été intégré : désormais, la bourse est accessible en priorité aux moins de 35 ans. En effet, les conditions de formation et de la recherche en Libye avant 2011, puis l'instabilité politique et sécuritaire du pays depuis, ont eu des conséquences sur le monde académique libyen et ont, entre autres, entravé le cursus des étudiants.

L'appel a été lancé auprès des universités partenaires du projet, l'UT et l'ALHET, et a aussi été ouvert à d'autres : Misrata, Benghazi, Sabha, Azzaytuna, etc. Pour lui garantir une audience aussi large que possible, il a été relayé par des sites web arabophones spécialisés tels que *Mina7.net* et diffusé auprès du réseau d'*alumni* de l'IRMC constitué autour de la Libye. Cette



COMPTE RENDU D'ACTIVITÉ

stratégie s'est avérée payante car, pour la première fois, des candidatures de l'Université de Benghazi, Bani Waleed, Alasmariya, *etc.* ont été reçues. De même, certains étudiants ayant suivi le MOOC ou d'anciens boursiers souhaitant renouveler leur accueil à l'IRMC ont à nouveau candidaté. Tous ont souligné l'impact positif de leur première expérience sur la poursuite de leurs recherches.

Le comité de sélection a donc pris en considération la qualité du dossier et la pertinence du sujet, ainsi que l'adéquation entre le domaine de recherche

des candidats et les axes de recherche de l'IRMC.

En 2021, les bourses ont donc été octroyées à :

Hamza Falah est inscrit en mastère de sociologie de l'Université de Benghazi. Sa thématique de recherche aborde la question de l'élite universitaire libyenne et son rôle dans la participation politique.

Anas Achour est inscrit en mastère de géographie à l'Université de Tripoli et sa recherche porte sur la « Migration internationale en Libye ».

La bourse de **Hiba Ben Miftah** a été reconduite pour deux mois. Cette doctorante a, à nouveau, retenu l'attention du comité de sélection car elle a démontré son sérieux et des qualités prometteuses comme jeune chercheuse libyenne.

Mondher Dow est étudiant en mastère de sciences politiques à l'Université de Tripoli et son sujet de recherche porte sur « Les principes obligatoires de la cour suprême en Libye ». Par ailleurs, il a été l'un des bénéficiaires du MOOC en méthodologie de la recherche en SHS.

Boursiers en accueil à l'IRMC, été 2021



© IRMC.

Siraj Mariemi est étudiant en mastère de sciences politiques à l'Université de Tripoli. Son travail explore la criminalité politique et la législation y afférant en Libye. Il a aussi suivi le MOOC avec succès.

Ahmed Abousbiha est doctorant en sciences politiques à l'Université Mohamed V de Rabat. Sa recherche porte sur l'usage de la force dans les relations internationales contemporaines.

Fatma Saad, inscrite en mastère de sociologie à l'Université d'Azzaytuna, travaille sur « L'impact des relations sociales et du revenu sur la compétence des travailleurs du secteur de la santé privée en Libye ».

Sourour Rhouma est inscrite en mastère de sociologie à l'Université de Tripoli. Elle prépare un mémoire de recherche sur « Le rôle de la société civile dans l'accroissement d'une prise de conscience pour la participation civile ». Elle a également suivi avec succès le MOOC.

Areej Ibrahim Bechir Mohamed est inscrite en sociologie à l'Université de Tripoli. Elle étudie « L'impact de l'enseignement à distance sur l'étudiant et l'enseignant pendant la pandémie du Covid-19 » et a été bénéficiaire du MOOC.

Zakia Kablan est inscrite en mastère de sociologie à l'Université de Benghazi. Son sujet de recherche traite de « La violence domestique au temps du Covid-19 ».

Talel Hsoumi est inscrit en mastère de sciences politique à l'Académie libyenne des Hautes études de Tripoli. Sa recherche s'intitule « Le rôle de la politique éducative dans l'application des normes de qualité dans les établissements d'enseignement supérieur. Le cas de l'Université de Tripoli. »

D'une manière générale, les boursiers retenus ont obtenu une bourse équivalente au nombre de mois demandé et ont eu la possibilité de choisir les dates de leur accueil à l'IRMC. À l'instar de l'année précédente, la parité a été atteinte par le nombre de mois de bourses octroyé, les candidatures féminines, restant, encore, minoritaires. Enfin, nous nous félicitons de constater que le réseau des boursiers commence à s'élargir en dehors des universités partenaires du projet.

La majorité des boursiers a choisi d'effectuer son séjour d'accueil sur deux périodes : entre juin et juillet, puis à partir du mois de septembre. Un programme d'accompagnement a été mis en place, dont l'un des objectifs est de constituer un réseau et de promouvoir la pluridisciplinarité en vue de faciliter les échanges, dans la

mesure où les boursiers viennent de disciplines, d'universités et de zones géographiques différentes.

Il s'est décliné autour de trois activités collectives :

- La visite de la bibliothèque de l'IRMC et de son fonds spécialisé en sciences humaines et sociales sur le Maghreb, au cours de laquelle Sawssen Fray Belkadhi et Khaled Jomni ont initié les boursiers à l'utilisation d'un moteur de recherche documentaire. Ils leur ont détaillé l'ensemble des services proposés par la bibliothèque, à savoir, l'accès à des bases de données en ligne, en langues arabe, française et anglaise et à de multiples revues spécialisées. Pour finir, ils ont présenté les principales sources bibliographiques et documentaires gratuites, en ciblant principalement les sources arabophones.

- La visite de la Bibliothèque nationale de Tunisie, principal centre de documentation tunisien du fait de l'importance de son fonds a été un moment fort. Une séance a aussi été dédiée à la présentation des autres centres de documentation et de recherche à Tunis ainsi que des universités tunisiennes et de leurs bibliothèques spécialisées susceptibles d'être en relation avec les sujets de recherche des boursiers.



COMPTE RENDU D'ACTIVITÉ

- L'accueil des boursiers s'est clôturé par un *workshop*, organisé le 9 juillet 2021 à la Bibliothèque nationale de Tunisie, réunissant les boursiers en accueil à l'IRMC et les doctorants du laboratoire du Patrimoine de l'Université de La Manouba. Après avoir présenté leurs recherches, les participants ont pu échanger lors d'une discussion-débat supervisée par des enseignants chercheurs. Il s'agissait de préparer les doctorants à l'exercice de l'exposé oral, en vue de leurs soutenances ou de leurs participations à des rencontres scientifiques.

Tout comme l'année précédente, les boursiers ont été tenus d'envoyer des rapports réguliers, ce qui nous a permis de constater qu'ils avaient apprécié le programme d'accompagnement proposé et, plus particulièrement, la découverte du fonds de la bibliothèque de l'IRMC et les contacts directs noués avec des chercheurs français et tunisiens.

Ces retours confirment, une fois de plus, la nécessité de pérenniser ces bourses d'accueil : elles permettent à la jeune recherche libyenne

d'accéder à une bibliographie récente, riche et multilingue en SHS non disponible, malheureusement, dans leur pays. Mais au-delà, ces bourses leur offrent la possibilité d'intégrer un réseau et d'entrer en contact avec des institutions, des chercheurs et des étudiants de toutes les disciplines. En cela, ce programme rompt avec le relatif isolement géographique et linguistique du monde académique libyen qui continue à impacter sa production scientifique

Workshop, 9 juillet 2021, Bibliothèque nationale, Tunis



© IRMC.

Séminaire de l'IRMC sur la Libye contemporaine

Vanessa Aubry

Sous la coordination scientifique de Neila Saadi, ce séminaire consacré à l'histoire de la Libye au XIX^e siècle s'est tenu aux Archives nationales de Tunisie et a accueilli Nora Lafi et Enaam Sharfeddine. Nora Lafi est professeur d'histoire au Leibniz Zentrum Moderner Orient et mène actuellement un programme de recherche sur « La ville ottomane et post-ottomane comme laboratoire de changement : intégration urbaine et désintégration en marge d'Alep, du Caire et de Tunis ». Enaam Sharfeddine est, quant à elle, professeur d'histoire à l'Université de Tripoli. Elle a soutenu une thèse sur *La classe marchande dans l'Iyālat ottoman de Ṭarābulus al-Gharb sous les Qaramānlīs 1711-1835* à Aix-Marseille Université.




Séminaire
ندوة

Séminaire de l'IRMC sur la Libye contemporaine dans le cadre du projet FSPI :
« La jeune recherche en sciences humaines et sociales un atout de développement au service de la Libye »

Interventions

Nora Lafi
(Leibniz-Zentrum Moderner Orient (Berlin))

De Tripoli à Tunis, d'Istanbul à l'EUR et de Vincennes à Kew Gardens : questions d'archives, de problématisation et de méthode pour la recherche historique sur la Libye

Enaam Sharfeddine
(Université de Tripoli)

Hassan al-Faqih Hassan : parcours et réseaux sociaux d'un négociant et notable de Tripoli au 19^{ème} siècle

Coordination scientifique :
Neila Saadi



Mercredi 30 juin 2021 à 10h00
Au siège des Archives nationales

En langue française

باللغة الفرنسية

Institut de recherche sur le Maghreb contemporain
 20, rue Mohamed Ali Tahar, Mutuelleville - 1002 Tunis (Tunisie)
 Tél : (+216) 71 796 722 - direction@irmcmaghreb.org -
 communication@irmcmaghreb.org

<http://www.irmcmaghreb.org>
facebook.com/IRMC.Tunis
 CNRS-MAE, USR 3077






COMPTE RENDU D'ACTIVITÉ

De Tripoli à Tunis, d'Istanbul à Rome et de Vincennes à Kew Gardens ou Berlin : questions d'archives, de problématisation et de méthode pour la recherche historique sur la Libye, Nora Lafi

L'intervention de Nora Lafi offre une belle leçon de méthodologie, en rappelant les fondamentaux de la discipline historique : le cœur du travail d'historien se fait à partir de l'archive, d'où émergent des pistes de recherche. Pour cela, elle propose un essai de typologie problématisée des dépôts d'archives cruciaux pour la Libye, de Tripoli à Londres, en passant par Tunis, Rome et Paris.

À Tripoli, elle s'est rendue aux Archives nationales libyennes (*Dâr Mahfuzâtbi Trablus*), lieu de conservation des archives de l'État et ancien siège du pouvoir. De fait, elles sont organisées en vue d'être utilisées par l'administration et le pouvoir, et non par les historiens. Pour ces derniers, l'intérêt est alors double : le contenu de l'archive, autant que son organisation contemporaine. Les documents retrouvés sont, pour l'essentiel, constitués de correspondances entre Istanbul et Tripoli, depuis

Nora Lafi



© IRLMC / ANT.

l'intégration de la Tripolitaine à l'Empire ottoman jusqu'à l'occupation italienne en 1911 et renseignent sur le fonctionnement de l'État. Grâce aux archives du port et de la douane, il est possible de reconstituer une histoire économique et sociale de toute la Méditerranée, les échanges avec l'Inde, l'Asie du Sud-Est, la Scandinavie, ou encore les États-Unis. Autre entrée possible : la consultation des décrets ottomans et leur traitement administratif local pour interroger les notions de gouvernance, de gestion de la conflictualité, la recherche de consensus, la structure du pouvoir, etc. Toutes ces archives renferment des données sur la géopolitique des XVIII^e et XIX^e

siècles, notamment au moment de l'occupation française en Égypte, ou la montée des velléités coloniales sur la Libye et d'autres provinces ottomanes, telles que l'Algérie et l'Égypte.

Angle d'analyse majeur, les archives tunisiennes témoignent, quant à elles, de l'intensité des échanges et des connexions – liens familiaux, sociétés de commerce, communautés confessionnelles – existantes entre les différentes provinces de l'Empire. Elles permettent aussi d'appréhender la gestion des réfugiés fuyant d'autres provinces ottomanes, comme les Algériens face à la colonisation française.

Pour qui veut connaître la Libye, une connaissance des archives stambouliotes est primordiale, pour intégrer la dimension impériale ottomane. Des millions d'archives concernant l'actuelle Libye sont disponibles. Elles émanent de l'administration centrale, des échanges avec les instances locales du gouvernement et avec la société (communautés professionnelles, religieuses *etc.*). Il existe des archives sur les instances de la gouvernance civique. Sur la période précédant les Tanzimat, les archives du bureau des pétitions constituent une véritable mine documentaire pour l'histoire des provinces libyennes. Ce système de pétition est au cœur de la gouvernance impériale et locale, toute personne – quelque soit son genre ou sa confession – pouvait en déposer une auprès du sultan.

Pour la période postérieure, sont disponibles les archives des ministères ottomans, classées de manière géographique et thématique. Elles renseignent sur de nombreuses thématiques : la lutte contre les prétentions coloniales, la gouvernance de la diversité, des grands travaux de modernisation dans les villes de l'empire, *etc.*

De l'autre côté de la Méditerranée, à Rome, la *Propaganda Fide* constitue

une ressource primordiale pour l'étude de la période coloniale. De même que les archives de la présidence des Conseils des ministres regroupent, à partir de 1911, des documents sur l'imposition d'un nouvel ordre administratif, la répression et la résistance en Libye, la politique de peuplement, *etc.* Les archives du ministère de l'Afrique italienne rassemblent, quant à elles, des ressources sur la répression de l'occupant, et celles du bureau *studi e propaganda*, sur le fascisme. L'étude de ces sources ouvre la voie à la déconstruction de la lecture d'une modernité seulement coloniale, en démontrant de quelle façon la colonisation a instrumentalisé et souvent éteint les ferments civiques de la société locale en Libye. En France, l'historien peut se rendre aux archives du service historique de la Défense, situé à Vincennes, au Centre des archives diplomatiques de Nantes, ou encore au Centre des archives d'Outre-Mer d'Aix-en-Provence. Les documents disponibles livrent des informations d'ordre militaire (plans d'invasion), politique (tactique et stratégie) et bureaucratique, nécessaires à l'analyse des tentatives de contrôle stratégique. Outre-Manche, les *National Archives of Great Britain* font apparaître la Libye vue du Caire et sont autant de clés pour comprendre le dispositif géopolitique et la convoitise économique.

Hassan al-Faqih Hassan : parcours et réseaux sociaux d'un négociant et notable de Tripoli au XIX^e siècle, Enaam Sharfeddine

Enaam Sharfeddine propose une immersion totale dans les archives, à travers le parcours reconstitué de Hassan al-Faqih Hassan, notable et grand commerçant de la ville de Tripoli au XIX^e siècle. Les nombreuses traces écrites qu'il a laissées – livret de compte commercial, journal et documents privés familiaux –, permettent d'établir une biographie, somme toute détaillée. L'approche micro-historique, à l'échelle de l'individu, suit de près la vie de la personne et permet de récolter des renseignements susceptibles, ensuite, d'être appliqués à d'autres, voire d'extrapoler à tout un groupe social.

Ainsi, d'après la vie de Hassan al-Faqih Hassan, il est possible d'établir un lien entre commerce et notabilité et de saisir les moyens adoptés par les commerçants pour conserver ce statut, voire le renforcer. D'un point de vue socio-économique, les réseaux commerciaux et les mécanismes de la mobilité sociale suggèrent un monde déjà connecté. L'entrée par le commerce est une manière pertinente de démontrer qu'en



COMPTE RENDU D'ACTIVITÉ

Enaam Sharfeddine



© IRMC / ANT.

cette première moitié du XIX^e siècle il existe des liens entre l'Europe occidentale, le monde musulman et l'Empire ottoman. Ils prennent notamment la forme de produits, qui s'échangent par des réseaux à l'échelle de la Méditerranée, de contacts et d'achats entre la Tunisie, l'Algérie, le Maroc, Malte, la Crète, Livourne, ou encore l'Égypte.

L'étude de la vie de Hassan al-Faqih Hassan permet d'en savoir d'avantage sur les différents outils juridiques et types de structures mobilisées pour faire fructifier le capital. Le passage de ses activités

de commerçant à un rôle plus politique est une porte d'entrée – parmi d'autres – pour la compréhension du monde contemporain. En effet, les municipalités en Libye restent aujourd'hui encore l'une des institutions les plus solides. L'histoire sur le long terme permet donc de saisir des phénomènes contemporains : cette stabilité est le résultat d'un processus qui débute avant le XX^e siècle.

Pour conclure ce séminaire, Neila Saadi a souligné le contraste entre le portrait de la Libye du XIX^e siècle, dressé par Nora Lafi et Enaam

Sharfeddine, celui d'un pays connecté à la Méditerranée, voire même, au reste du monde et la faiblesse relative des échanges d'aujourd'hui entre la Tunisie, la Libye et les pays avoisinants. Prenant pour exemple les relations universitaires, elle a rappelé que la Tunisie est bien plus tournée vers l'Europe que vers l'Algérie et la Libye pourtant voisines.

Les migrations actuelles ne peuvent être comprises sans connaissance de ces archives qui décrivent la Méditerranée comme un espace de mouvements. Les mobilités

COMPTE RENDU D'ACTIVITÉ

ne sont pas des phénomènes récents, mais s'inscrivent dans le temps long. Dans la construction des États-nations, la question des archives reflète l'idéologie de l'écriture de l'histoire. Elles rendent compte de la complexité des relations et des territoires et ne peuvent être ignorées, quand bien même l'étude ne porte

« que » sur la Tunisie ou « que » sur la Libye.

Les archives constituent le « terrain » de l'historien, car c'est à travers elles que s'ouvrent de nouvelles pistes de recherche. Elles témoignent des réalités d'un moment et conduisent à se départir de certaines idéologies. Ce qui importe,

c'est aussi le dialogue entre les historiographies – dialogue vers lequel tend l'IRMC à travers ce projet et l'organisation de ce séminaire. *In fine*, nous ne pouvons que souscrire aux propos de Nora Lafi sur les archives libyennes, quand elle déclare qu'elles sont « une substance civique ».

Clôture du séminaire

(de gch. à dr. : Enaam Sharfeddine, Nora Lafi, Oissila Saaïdia, Lamia Sharfeddine, Neila Saadi)



© IRMC / ANT.



FONDS DOCUMENTAIRE

Constitution d'un fonds documentaire au profit des partenaires universitaires libyens

Sawssen Fray Belkadhi

Dans le cadre du projet FSPI, un fonds documentaire a été constitué et mis à disposition des partenaires universitaires libyens, à savoir, la bibliothèque de l'Université de Tripoli et celle de l'Académie libyenne des Hautes études de Tripoli.

Il s'agissait de compléter leurs fonds par des références majeures et/ou actualisées en sciences humaines et sociales et de les renforcer sur les questions libyennes, à proprement parler.

Mais une série de difficultés s'est très vite fait sentir, en ce qui concerne, entre autres, l'établissement des listes d'achat.

En effet, s'est d'abord posée la question des titres à sélectionner. Pour les ouvrages théoriques de référence, la langue a été un facteur déterminant. Nous le savions, le champ académique libyen, enseignants et étudiants, est majoritairement arabophone, puis anglophone. Il était donc essentiel de sélectionner en

priorité des ouvrages en langues arabe et anglaise. Cependant, les traductions scientifiques sont rares, notamment du français vers l'anglais et quasiment confidentielles du français vers l'arabe. Ce paramètre excluait, de fait, certains titres, restreignant d'autant plus la liste des possibilités.

De même, la Libye reste, malheureusement, un objet d'étude de sciences humaines et sociales encore sous-exploité. Certes, il existe bien une recherche et une production académique en langue arabe, produite depuis la rive Sud de la Méditerranée ; des chercheurs anglophones s'en sont aussi saisis, alors que les contributions des chercheurs francophones gagneraient à être d'avantage développées.

C'est ainsi que **132 titres** ont été sélectionnés, dont **108 en langue arabe**. Si la part belle a été laissée aux ouvrages majeurs en sciences humaines et sociales, les études sur la Libye n'ont pas été en reste. La priorité a été donnée à l'histoire, la

sociologie, l'anthropologie, la géographie et les sciences politiques. Citons à cet égard, la revue quadrilingue, spécialisée sur la Libye, *Libyan Affairs*, dont la collection complète a été acquise.

Par ailleurs, les contraintes logistiques n'ont pas été des moindres. L'objectif était de fournir plusieurs exemplaires des ouvrages à chacun de nos deux partenaires. Mais cela n'a pas toujours été possible pour nos fournisseurs. De plus, le confinement général en Tunisie et dans les pays occidentaux n'a pas été sans conséquence sur l'achat des livres importés de France, du Royaume-Uni et des États-Unis. Il a aussi lourdement pesé sur l'acheminement des cargaisons de l'étranger vers la Tunisie, puis de la Tunisie, vers la Libye.

Pour autant, ce sont **820 documents** qui ont pu être envoyés à nos partenaires libyens. Le nombre de copies a été réparti dans un souci d'équité entre les deux institutions, pro-

FONDS DOCUMENTAIRE

portionnellement aux besoins de chacune et dans la limite des stocks disponibles chez les libraires et les fournisseurs étrangers.

Le fonds papier a été complété et enrichi par l'acquisition de documents électroniques (ebook) et la création *ex nihilo*, d'une bibliothèque

numérique. Actuellement en cours de constitution, ce fonds offrira aux étudiants un accès à distance à des ressources contemporaines.

Quelques-unes des acquisitions





ENTRETIEN

Entretien avec Jean-Pierre Cassarino, membre du comité scientifique du projet



► **Présentez-vous brièvement (votre parcours universitaire, vos champs de recherche, vos principales publications, etc.).**

Chercheur associé à l'IRMC, j'enseigne au Collège d'Europe et travaille sur les questions migratoires depuis de nombreuses années. Mes recherches s'organisent autour de deux axes. D'une part, je m'intéresse à la manière dont la coopération en matière de « gouvernance migratoire » s'est consolidée et diffusée, au moyen de transferts normatifs et politiques, et en mobilisant des acteurs étatiques et non étatiques aux intérêts divergents, voire contradictoires. D'autre part, mes recherches se sont

orientées vers l'analyse des effets de ces transferts sur les conditions et les droits humains des migrants, au moyen d'enquêtes de terrain réalisées en Afrique du Nord et en Afrique subsaharienne. Ces deux axes, alliant empirisme et analyse théorique et politique, ont été une constante majeure de mes recherches. Celles-ci ont donné lieu à de nombreuses publications scientifiques, ainsi qu'à la constitution de deux bases de données librement accessibles en ligne ¹.

► **De quelle façon votre thématique de recherche aborde la Libye ? (si non, envisagez-vous d'inclure ce pays dans vos recherches ?)**

Le champ d'investigation libyen s'est imposé par la force des choses, si j'ose dire, compte tenu de la place que ce pays a progressivement occupée dans le cadre des pourparlers en matière migratoire, plus particulièrement depuis le Processus de Tripoli de novembre 2006 sur la migration et le développement. Dès lors, il apparaissait clairement que la question migratoire se greffait sur des enjeux hautement stratégiques et géopolitiques relevant,

entre autres, de la sécurité énergétique, ou encore de la lutte contre le terrorisme international, et dépassant de loin la simple « gestion des flux migratoires ». Les liens d'interdépendance ont depuis lors radicalement changé. Aujourd'hui, les enjeux stratégiques sont restés les mêmes. En revanche, de nouveaux défis sont apparus en raison de l'hyperdiversification des acteurs, qu'ils soient étatiques ou non étatiques (milices locales, chefs de tribus), engagés en Libye dans ladite « gestion des flux migratoires ». Tous ces développements suscitent des questions d'ordre scientifique, politique, juridique et éthique qu'il est nécessaire de traiter.

► **Quelles difficultés méthodologiques et d'accès au terrain rencontrez-vous ?**

L'accès à des informations de première main est probablement la difficulté majeure à laquelle je suis confronté, en raison du contexte politique libyen, mais aussi, en raison du secret qui entoure la plupart des pourparlers actuels en matière migratoire ou relevant en apparence de questions migratoires. Toutefois, il est

important de souligner que ce secret n'est pas le seul apanage des pourparlers avec la Libye. On l'observe également dans le cadre de négociations impliquant d'autres pays en Méditerranée et en Afrique. L'accès au terrain, dont la possibilité de parler avec des interlocuteurs clés, est le seul moyen d'apporter des éléments sur la chaîne de commandement ainsi que sur les véritables intentions des acteurs.

► **Quelle est votre implication, à titre personnel et institutionnel, dans le FSPI ? Quels sont, selon vous, les aspects positifs de ce projet, les points à améliorer ? Quels bénéfices en tirez-vous ?**

Faire partie du comité scientifique du FSPI est fort stimulant pour un chercheur, en raison de son interdisciplinarité et des opportunités d'échanges, de mise en réseau, avec des collègues et institutions académiques libyens. Par ailleurs, sa portée internationale, dépassant de loin un axe franco-libyen, constitue un atout majeur qu'il faut absolument chérir, car ce n'est qu'en favorisant l'inclusion de nouveaux chercheurs (libyens et internationaux), issus de différentes disciplines, que l'on pourra renforcer l'ancrage institutionnel du projet. En l'occurrence, outre

l'organisation de rencontres scientifiques, l'idée de créer un fonds documentaire me semble très prometteuse pour les générations futures de chercheurs souhaitant travailler sur la Libye et sa région. Ce fonds pourrait, à terme, favoriser la création d'un centre de documentation et de recherche en Libye, ouvert à toutes les disciplines de sciences sociales, à même d'animer des débats et projets scientifiques et de créer des liens, à l'instar de l'IRMC depuis le tout début des années 1990 à nos jours.

JEAN-PIERRE CASSARINO
MY BIO
RESEARCH
PUBLICATIONS
DATA
DEBATES & OPINIONS

Inventory of the Bilateral Agreements linked to Readmission - How have states configured their bilateral cooperation on readmission over the last five decades?

Disclaimer:
The content and opinions expressed in this website, including publications, policy briefs, op-eds and interviews are my sole responsibility. They do not engage my former and current institutions.

NEWS

france culture
"Union Européenne: sous-traiter les politiques migratoires". Entretien réalisé par Florian Delorme pour France Culture, en compagnie de Claire Rodier. 14 juin 2021

RIS
(2021), "La dimension extérieure dans le nouveau pacte sur la migration et l'asile: L'Union européenne rattrapée par la géopolitique", *Revue Internationale et Stratégique* 122: 115-124.

LE GC
(2020) "Par-delà la question migratoire : Les enjeux du Nouveau Pacte sur la Migration et l'Asile". Entretien réalisé par Alice Fill pour *Le Grand Continent*, 8 novembre 2020

SEARCH THIS WEBSITE
Search ... **SEARCH**

© jeanpierrecassarino.com/datasets/.



ENTRETIEN

Entretien avec Sourour Omran Mabrouk Rhouma, boursière et bénéficiaire du MOOC



► **Présentez-vous brièvement (votre parcours universitaire, vos champs de recherche, etc.).**

Je m'appelle Sourour Omran Mabrouk Rhouma. Je suis née en 1994. Je suis actuellement étudiante en mastère au département de sociologie de la Faculté des Lettres de Tripoli.

► **Quel est votre objet de recherche ?**

Je travaille sur « Le rôle de la société civile dans l'accroissement d'une prise de conscience pour la participation civile ».

À travers cette recherche, j'interroge les programmes et les services proposés par les organisations de la société civile pour une prise de conscience visant à mieux intégrer la participation sociétale en Libye. J'essaye aussi d'identifier les difficultés que peuvent rencontrer ces organisations pour atteindre leurs objectifs.

► **Quelles difficultés méthodologiques et d'accès au terrain rencontrez-vous ?**

Mener des recherches dans le contexte actuel est difficile. Les contraintes sécuritaires et les coupures d'électricité et d'internet rendent le travail de terrain très difficile et la communication très irrégulière.

Nous avons également des difficultés liées à l'indisponibilité de certaines références spécialisées.

► **Dans quelle mesure avez-vous bénéficié de ce programme ? Avez-vous des activités à suggérer pour les jeunes chercheurs ?**

J'ai eu l'opportunité de participer à une formation en ligne portant sur « La méthodologie de la recherche en sciences humaines et sociales ». Cela m'a énormément aidée à surmonter une partie des difficultés auxquelles je me heurtais dans ma recherche, à mieux maîtriser la méthodologie de la recherche, à acquérir de nouvelles connaissances et compétences. La diversité des activités proposées lors de cette formation était autant stimulante que les réunions en ligne avec les formateurs.

Je propose d'augmenter les bourses offertes dans le cadre de ce projet ce qui permettrait aux étudiants d'améliorer leurs compétences et leurs connaissances. Je souhaite aussi que l'on encourage d'avantage les étudiants à participer à des rencontres scientifiques et que cela leur permette d'accéder plus facilement à la publication de leurs travaux.

Entretien avec la Direction de la coopération internationale de l'Académie libyenne des Hautes études de Tripoli



► Présentez nous l'académie et les attributions du bureau de la coopération internationale.

Établissement d'enseignement supérieur, l'académie a été créée en 1988, sous le nom d'Institut des hautes études de sciences économiques de Tripoli, et commence son activité dès la rentrée 1989. En tant qu'établissement sous tutelle du ministère de l'Enseignement supérieur, ses attributions sont clairement détaillées dans le décret n° 996, paru en 1995. Ainsi, l'académie est habilitée à dispenser des diplômes de master et de doctorat, et à enseigner toutes les disciplines, eu égard à ses moyens. Depuis sa création, le

panel de formations proposées s'est étoffé, et l'académie compte aujourd'hui sept écoles scientifiques.

Le bureau de la coopération internationale a, quant à lui, été fondé en 2006. Depuis, plusieurs accords de coopération ont été signés avec des universités et institutions d'enseignement aux niveaux national, régional (au Maghreb) et international (essentiellement européennes).

► Quelle est la place des sciences humaines et sociales dans le champ académique libyen ?

Les SHS occupent une place fondamentale dans notre enseignement. D'ailleurs, l'école des sciences sociales a été l'une des premières créées à l'académie. Elle est aujourd'hui considérée comme l'une des plus importantes, par le nombre de départements et de formations qu'elle dispense. En effet, elle réunit neuf départements : sociologie, travail social, sciences didactiques, études islamiques, philosophie, droit, histoire, géographie et psychologie.

Néanmoins, l'enseignement des SHS se heurte à un certain nombre d'obstacles, parmi lesquels, le manque de références modernes et spécialisées dont nous disposons et auxquelles nous avons accès, ainsi que des lacunes au niveau de la formation du corps enseignant.

Pour autant, nous remarquons un fort intérêt des étudiants pour les SHS, qui sont d'ailleurs tenues en haute estime dans la société libyenne. C'est pourquoi, l'école des sciences sociales de l'académie dispense des formations jusqu'au niveau doctorat.

► Quelles sont vos relations à l'international ? Quels partenariats avez-vous noués ? Qu'envisagez-vous pour l'avenir ?

Nous avons d'ores et déjà signé un certain nombre de partenariats et accords de coopération, au niveau local, à l'échelle du Maghreb et à l'international.

En Libye, par exemple, nous sommes partenaires de nombreuses universités



ENTRETIEN

publiques, comme les Universités de Sabratha, Misrata ou encore Syrte.

À l'international, nous avons développé des partenariats avec des institutions européennes, et notamment allemandes. L'accord conclu avec l'Institut Goethe vise à développer l'enseignement de la langue allemande, celui signé avec le DAAD (*Deutscher Akademischer*

Austauschdienst) favorise les échanges d'étudiants, de chercheurs et d'enseignants. D'autres accords nous rapprochent de l'Institut Français de Libye ou bien encore de l'Université de Salford en Grande-Bretagne.

Par ailleurs, l'académie est membre de l'UUA (Union des Universités arabes) et de l'AUA (Association des Universités africaines).

Malheureusement, les activités du bureau de coopération internationale ont été suspendues du fait du contexte général en Libye. Malgré tout, nous espérons vivement pouvoir les reprendre rapidement et développer d'autant plus notre réseau de partenaires pour permettre, notamment, à nos enseignants et étudiants de participer à des événements scientifiques internationaux (ateliers, colloques, etc.).

Signature d'un accord de coopération entre l'IRMC et l'Académie libyenne des Hautes études de Tripoli 2021-2023

En août 2021, une convention a été signée entre l'IRMC et l'Académie libyenne des Hautes études de Tripoli. Elle précise les modalités de mobilité et d'échange scientifiques entre les chercheurs et étudiants libyens, d'une part, et ceux de l'IRMC, d'autre part. Cet accord délimite les domaines de la collaboration entre les deux institutions et ouvrira très certainement la voie à des partenariats similaires avec les autres académies du réseau, implantées en région.

**Pr. Oissila Saaidia,
Directrice de l'IRMC**



© IRMC.

**Pr. Ramadan Hedi Almadani,
Président de l'Académie libyenne
des Hautes études de Tripoli**



© Académie libyenne
des Hautes études de Tripoli.

Entretien avec la Direction de la coopération internationale de l'Université de Tripoli



► Présentez nous l'Université de Tripoli et les attributions du bureau de la coopération internationale.

Née en 1973 de la scission de l'Université libyenne, l'Université de Tripoli est la plus importante et prestigieuse institution d'enseignement supérieur en Libye. Proposant un large panel de formations, elle compte aujourd'hui 70 447 étudiants, inscrits au sein de 200 programmes répartis en 20 départements et facultés.

Historiquement, c'est par un décret royal du 15 décembre 1955 qu'est créée l'Université libyenne, autour de la Faculté des lettres et de l'éducation implantée à Benghazi. Dès 1957, une antenne est installée à Tripoli et accueille la Faculté des sciences. Dès lors,

l'Université libyenne ne cesse de s'agrandir et d'étoffer son offre de formation, créant successivement la Faculté d'agronomie (1966), la Faculté d'ingénierie (1967 – il s'agit en fait du rattachement à l'Université de la Faculté des hautes études techniques créée en 1961 par l'UNESCO), la Faculté de médecine, *etc.* Face à un nombre toujours croissant d'étudiants, il est décidé, en 1973, de scinder l'Université libyenne en deux entités indépendantes, l'une à Benghazi, l'autre à Tripoli. En 1976, l'Université de Tripoli prend temporairement le nom d'Université d'El Fatah, avant de retrouver sa dénomination initiale en 2012.

La mission principale du bureau consiste à favoriser les échanges scientifiques et culturels entre l'Université et les institutions d'enseignement supérieur, aussi bien au niveau national qu'international. Pour encourager le partage d'expériences, le bureau œuvre à soutenir la mobilité en organisant des programmes d'échange à destination du corps enseignant, des étudiants et du personnel administratif. Le bureau est aussi en charge

de la coordination pour l'organisation de congrès, colloques scientifiques et ateliers de travail.

► Quelle est la place des sciences humaines et sociales dans le champ académique libyen ?

Les SHS sont au cœur de notre enseignement et occupent une place de choix à l'Université, et ce, parce qu'elles sont considérées comme un élément essentiel du développement social, économique et culturel du pays. Elles contribuent notamment à la formation des cadres de l'État et du secteur privé. En Libye, elles sont un pilier de la société, en ce qu'elles :

- préparent les compétences humaines permettant l'évolution et le progrès de la société ;
- offrent un soutien social et psychologique, au service de la femme et de la famille, (les jeunes, les personnes âgées, les handicapés, *etc.*) ;
- permettent de faire émerger et de nourrir une conscience sociale tout en étant une source d'informations pour les décideurs ;



ENTRETIEN

- contribuent à résoudre les crises sociales ;
- favorisent, par l'apprentissage des langues étrangères, la communication, promouvant ainsi l'échange d'expérience et de connaissances.

► Quelles sont les disciplines de SHS enseignées à l'Université de Tripoli ?

Il est possible d'énumérer ces disciplines en fonction des Facultés et des départements de sciences humaines :

- la Faculté de lettres : langue arabe, études islamiques, histoire/géographie, bibliothèques, psychologie, travail social, sociologie et études touristiques ;
- la Faculté de droit : législation islamique, criminologie, droit commun, droit privé ;
- la Faculté d'éducation sportive et disciplines sportives : entraînement, mise à niveau, éducation physique ;
- la Faculté des Beaux-arts et des médias : arts plastiques, théâtre, musique, médias ;
- la Faculté d'éducation : sciences de base, anglais, arabe, initiation technique, psychologie ;

- la Faculté des sciences juridiques islamiques : sciences relatives à la religion islamique.

► Quelles sont vos relations à l'international ? Quels partenariats avez-vous noués ? Qu'envisagez-vous pour l'avenir ?

L'Université a d'ores et déjà noué plus d'une centaine de partenariats, aussi bien au niveau national, que de la sous-région méditerranéenne et à l'échelle internationale.

Au niveau de la sous-région, l'Université de Tripoli est membre de l'Union des Universités euro-méditerranéennes (UNIMED). Des accords de coopération ont été signés avec :

- la Faculté d'éducation physique de l'Université d'Alexandrie (Égypte) ;
- l'École supérieure de sport de Ksar Essaid, à l'Université de La Manouba (Tunisie) ;
- la Faculté d'éducation physique de l'Université d'Oman.

À l'échelle internationale, nos partenaires sont avant tout européens et les accords conclus concernent d'avantage des programmes d'échange.

Ainsi, nous avons signé des accords d'échange d'étudiants avec :

- l'Institut commercial européen de Porto (Portugal) ;
- l'Université de Riga (Lettonie) ;
- l'Université d'Alicante (Espagne).

L'université contribue aussi à plusieurs projets de coopération internationale. Elle a notamment intégré le dispositif (PAGES). Il s'agit d'un projet financé par l'Union Européenne et visant à soutenir l'enseignement supérieur en Libye par la formation du corps enseignant dans le domaine du journalisme et des *mass medias*. Elle est aussi partie-prenante du projet WHEEL, soutenu par l'UE.

Enfin, elle est partenaire du programme de coopération mis en place par l'ambassade d'Italie, aux côtés de l'Agence italienne de coopération au développement et du Centre des hautes études agronomiques méditerranéennes (CIHEAM). Ce projet agricole et agronomique entend faire accéder les territoires ruraux du Sud de la Libye à la sécurité alimentaire.

Signature d'un accord de coopération entre l'IRMC et l'Université de Tripoli 2021-2023

En août 2021, une convention a été signée entre l'IRMC et l'Université de Tripoli. Elle précise les modalités de mobilité et d'échange scientifiques entre les chercheurs et étudiants libyens et ceux de l'IRMC. Délimitant les domaines de la collaboration entre les deux institutions, cet accord permettra de lui donner un cadre légal en vue d'instaurer un partenariat pérenne avec l'ensemble du monde académique libyen.

Pr. Oissila Saaidia, Directrice de l'IRMC



© IRMC.

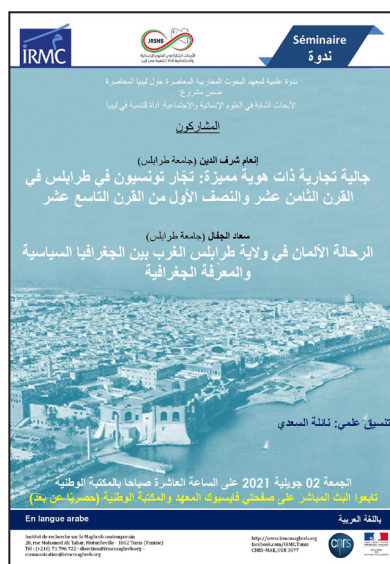
Pr. Khaled Mohamed Oun, Président de l'Université de Tripoli



© Université de Tripoli.

CALENDRIER SCIENTIFIQUE

► 02 juillet 2021



Séminaire de l'IRMC sur la « La Libye contemporaine »

- Enaam Sharfeddine : « Une communauté commerciale à identité spécifique dans le Tripoli de l'Est au XVIII^e et XIX^e siècles : la cas des commerçants tunisiens » ;

- Souad Ghaffal : « Les voyageurs allemands dans le Tripoli de l'Est ; entre la géographie politique et le savoir géographique ».



► Septembre/octobre 2021

Formation des formateurs

► Septembre / novembre 2021

Accueil des boursiers

► Octobre 2021

Séminaire de l'IRMC sur la « La Libye contemporaine »

Thomas Hüsken et Amal Obeidi : "Cyrenaica Contested: Politics, Identity and Justice in Times of Turmoil"

► 2 - 4 novembre 2021

Colloque international, « La Libye contemporaine entre Afrique et Méditerranée »

En juillet 2018, l'IRMC organisait à Tunis le colloque « La Libye d'aujourd'hui : société, politique et espace », qui a réuni près de 25 chercheurs de disciplines différentes (histoire, sociologie, sciences politiques, géographie, etc.), en provenance de plusieurs pays (Libye, Tunisie, France, Italie, États-Unis, Grande Bretagne, Allemagne) et en présence de délégations de cinq institutions libyennes de Tripoli, Misrata, Zaouia et Benghazi.

Dans la continuité de cet événement scientifique et dans le cadre du projet « La jeune recherche en sciences humaines et sociales : un outil de développement au service de la Libye », un nouveau colloque « La Libye contemporaine entre Afrique et Méditerranée » se tiendra à Tunis en novembre 2021.

Le colloque ambitionne d'interroger la position de la Libye entre Afrique et Méditerranée. En effet, le pays se trouve à la croisée du Maghreb, de l'Afrique subsaharienne et de la Méditerranée. Son histoire s'inscrit dans ces différents espaces avec des problématiques anciennes, mais sans cesse renouvelées.

Si depuis quelques décennies, la Libye apparaît comme cette porte d'entrée vers l'Afrique subsaharienne et, plus récemment, comme une zone de transit entre la rive Nord de la Méditerranée et l'Afrique, la question de son ancrage en l'Afrique et en Méditerranée s'inscrit dans un temps plus long.

Le premier axe, « La Libye : histoire d'un pays afro-méditerranéen », présentera, dans une perspective historique, la thématique de l'organisation politique, la question de la place de la Libye en Afrique, et celle des liens et échanges entre la Libye et les espaces méditerranéen et africain.

Le deuxième axe, « **La Libye : un pays aux identités multiples** », traitera, dans une perspective socio-culturelle, de la circulation et des transformations religieuses, du pluralisme linguistique et de la constitutionnalisation des appartenances multiples dans le processus de construction nationale, et enfin, de la transmissions des savoirs, des idées et des techniques.

Le troisième axe, « **La Libye : une frontière**

plurielle », portera sur des questions ancrées dans l'actualité post-2011 : la migration et les mobilités, les frontières et enfin, le rôle de la société civile libyenne.

Le colloque sera aussi l'occasion de donner la parole à la jeune recherche en SHS sur et de la Libye. Ainsi la dernière séance académique du colloque sera animée par des étudiants, de niveau maîtrise ou doctorat, qui présenteront leurs recherches en cours.

En marge du colloque, une table ronde « La Libye face à son futur ? » réunira des acteurs de la société civile, des experts, des acteurs institutionnels, *etc.* pour échanger autour des problématiques de la transition démocratique, du rôle des femmes, de la question des égalités, du rôle de la société civile, *etc.* dans la Libye post-2011.

Conseil scientifique du colloque

Oissila Saaïdia (IRMC)

Neila Saadi (IRMC)

Valentina Zagaria (IRMC-Central European University)

Hassan Boubakri (Université de Sousse)

Mansour Amara Mohamed (Université de Tripoli)

Enaam Sharfeddine (Université de Tripoli)

Abdelhakim Almahdi Alcherif (Académie libyenne des Hautes études de Tripoli)

Cherif Ferjani (Université de Lyon 2)

Katia Boissevain (IDEMEC/Aix-Marseille Université)

Hafedh Abdouli (Université de Sfax)

Anna Baldinetti (Université de Perugia)

Chiara Pagano (Université Roma Tre)

Delphine Perrin (IRD-LPED/ Aix-Marseille Université)

Luca Raineri (Sant'Anna, School of Advanced Studies, Pise)

Jean-Pierre Cassarino (Collège de l'Europe, Pologne)

Thomas Hüsken (Université de Bayreuth)

